

N° 128 – 4ème trim. 2006
Décembre 2006

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	8
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	10
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	14
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	18
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	22
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	26
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	26
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	27
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	28
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	28
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	30
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	32
2.1.1 Taux d'intérêt légal	32
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	32
2.2 Taux du marché	32
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	32
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	33
2.3 Taux de l'usure	33
2.3.1 Crédits aux particuliers	33
2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	34
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	38
3.1.1 L'émission de billets CFP	38
3.1.2 L'émission de pièces CFP	39
3.2 Les systèmes d'échanges	40
3.3 Le refinancement	41

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Synthèse

Remarque : Depuis mai 2006, une mise en application plus stricte des textes réglementaires comptables en vigueur, rendue possible par des logiciels plus adaptés, a conduit, dans un établissement de crédit de la place, à des reclassements comptables sur un certain nombre de postes des actifs financiers (dépôts à terme, bon de caisse, certificats de dépôts), ainsi que sur les concours à caractère bancaire (crédits de trésorerie, comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales). En l'absence de continuité méthodologique des séries de données, l'analyse détaillée de leurs évolutions n'est pas significative.

Fin septembre 2006, on note une progression plus soutenue des concours bancaires (+9,1 % en glissement annuel) que de l'épargne des polynésiens (+5,2 %).

L'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédits s'élevait à 414,6 milliards de F CFP fin septembre contre 394 milliards fin septembre 2005. Cette évolution a été entraînée par celle des **dépôts à vue** (+6,7 % en glissement annuel) et des **placements liquides** (dépôts à terme, comptes sur livret notamment) avec +5,9 %. A contrario, elle a été retenue par une croissance timide de l'épargne longue dont les composantes ont connu des évolutions opposées : érosion des placements en OPCVM non monétaires (-4,7 %) et en actions et obligations (-19,6 %) et demande significative des produits d'assurance-vie (+9,1 %) ainsi que des plans d'épargne logement (+5,8 %).

En l'espace d'un an, la proportion des dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte, dans l'ensemble des dépôts est demeurée stable à 79 %.

Les **particuliers** détiennent 61 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 71 % des dépôts gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 198,7 (+5,8 % en glissement annuel) et 62,4 milliards de F CFP (+3,3 %).

Le montant total des concours bancaires octroyés sur la place s'est élevé à 477,8 milliards de F CFP au troisième trimestre 2006 (dont 82,4 % ont été accordés par les banques locales), soit une accélération par rapport à l'année précédente : +9,1 % en septembre 2006 en glissement annuel contre 4,7 % en septembre 2005.

Ce sont en premier lieu les **crédits à l'habitat** qui expliquent cette évolution sensible (+9 % et 29,8 % de l'encours total des crédits). Indication d'une reprise de l'investissement des sociétés financières et des collectivités locales, les **crédits à l'équipement** ont renoué avec la croissance (+5,1 % en septembre 2006), après une période de quasi-stagnation, voire de diminution, (-0,8 % en septembre 2005, -2,0 % en mars 2006).

A l'instar des concours accordés par les banques locales (+9,6 %), ceux distribués par les établissements de crédits installés hors de la zone d'émission (AFD, CDC, DEXIA, etc.) ont connu un net redressement : +3,8 % après -3,9 % un an plus tôt.

Avec 46,4 % des concours bancaires octroyés, les particuliers demeurent les premiers débiteurs des banques de la place, suivis par les sociétés non financières (31,3 %) et par les collectivités locales (+13,4 %). Les entrepreneurs individuels ne détiennent que 5 % de l'encours total des crédits distribués en Polynésie française.

La croissance plus forte des crédits par rapport aux dépôts a au moins deux conséquences :

- **la détérioration de la position extérieure nette du système bancaire**, passée de -4,5 milliards à -19,6 milliards en l'espace d'un an, en raison d'une augmentation plus forte des engagements (+25,8 %) que des avoirs hors zone d'émission (+0,8 %) ;

- **le creusement du déséquilibre structurel des opérations des banques avec la clientèle** qui est passé de -40,6 milliards de F CFP en septembre 2005 à -50,2 milliards en septembre 2006. Les emplois ayant en effet augmenté plus vite que les ressources, les banques ont donc dû logiquement faire appel à un supplément de financement extérieur. Le solde des opérations interbancaires est ainsi passé d'une situation quasiment équilibrée (-0,4 milliard de F CFP) à une situation excédentaire de 12,9 milliards sur douze mois.

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

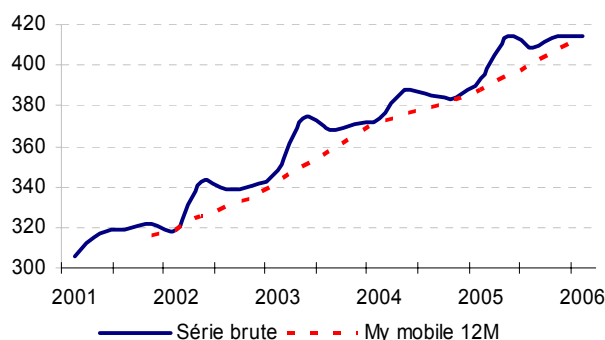
Commentaires :

En hausse de 5,2 % en glissement annuel au terme du troisième trimestre 2006, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit s'est élevé à 414,6 milliards de F CFP (394 milliards en septembre 2005).

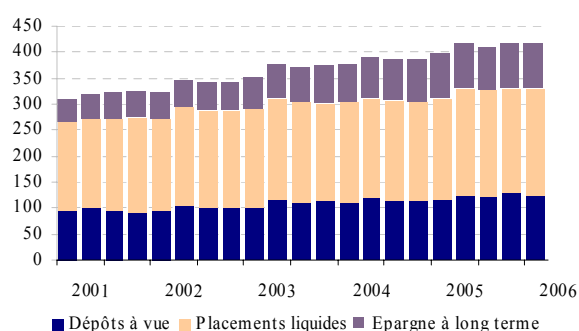
Les placements liquides (près de la moitié des actifs) et les dépôts à vue (124 milliards fin septembre 2006) ont crû respectivement de 5,9 % et de 6,7 % entre septembre 2005 et septembre 2006. L'épargne à long terme, quant à elle, n'a augmenté que de 1,7 %. Ce sont les produits d'assurance-vie (11,8 milliards de F CFP fin septembre 2006), et, dans une moindre mesure, les PEL qui ont connu la plus forte croissance, avec respectivement 9,1 % et 5,8 % en glissement annuel.

	Montant en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	sept-05	mars-06	sept-06
Actifs financiers.....	394 000	414 142	408 984	414 493	414 639	5,4%	6,1%	5,2%
Dépôts à vue.....	116 310	124 978	121 271	130 286	124 053	3,6%	6,0%	6,7%
Placements liquides.....	194 088	205 379	203 486	199 938	205 531	2,4%	6,1%	5,9%
Comptes sur livret.....	78 104	78 605	77 068	75 694	72 593	-5,1%	-4,0%	-7,1%
Cptes d'épargne logement.	251	250	253	253	237	9,1%	1,3%	-5,8%
Dépôts à terme.....	78 851	82 580	87 422	96 855	106 750	16,6%	15,4%	35,4%
OPCVM monétaires.....	11 574	12 868	13 538	14 011	14 419	-24,9%	-11,2%	24,6%
Divers.....	25 308	31 076	25 205	13 125	11 532	5,2%	23,9%	-54,4%
Epargne à long terme....	83 602	83 785	84 227	84 269	85 056	16,0%	6,5%	1,7%
Actions - obligations.....	5 630	5 510	5 430	4 499	4 528	0,6%	-4,5%	-19,6%
OPCVM non monétaires..	30 144	28 753	29 225	27 940	28 727	14,4%	-1,2%	-4,7%
Plans d'épargne logement	11 200	11 921	12 130	11 918	11 846	26,5%	19,1%	5,8%
Assurance-vie	36 628	37 601	37 442	39 912	39 955	17,2%	11,3%	9,1%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)

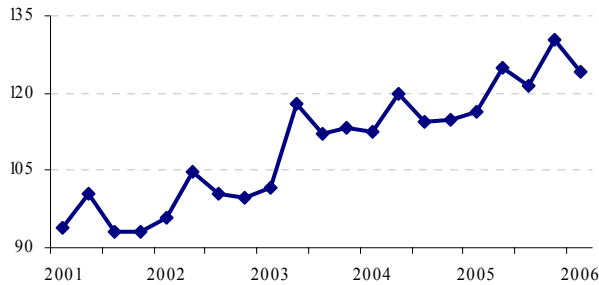


1. L'évolution monétaire et financière

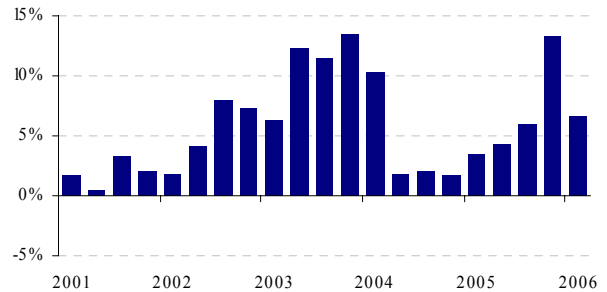
L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

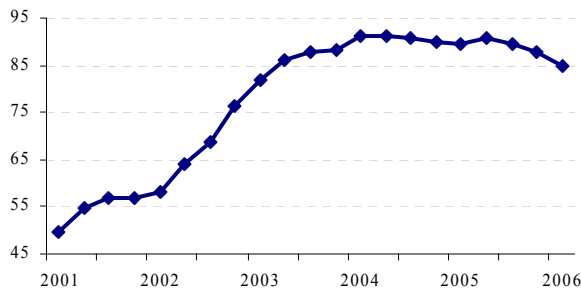


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

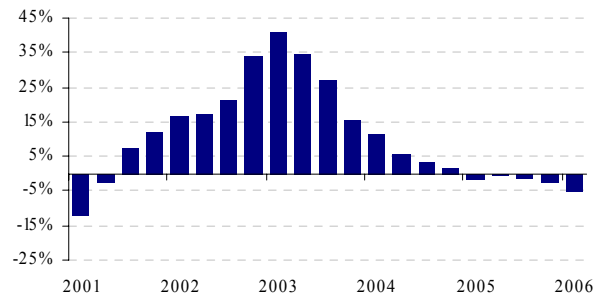


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

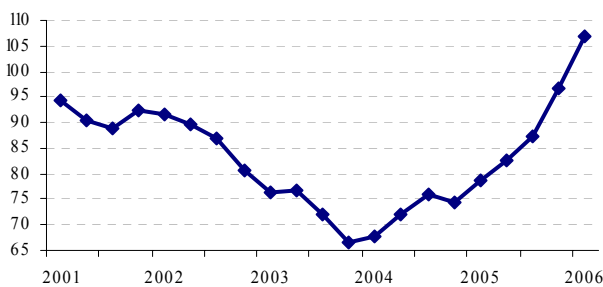


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

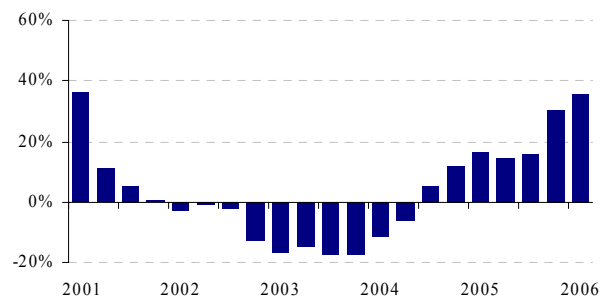


Comptes à terme

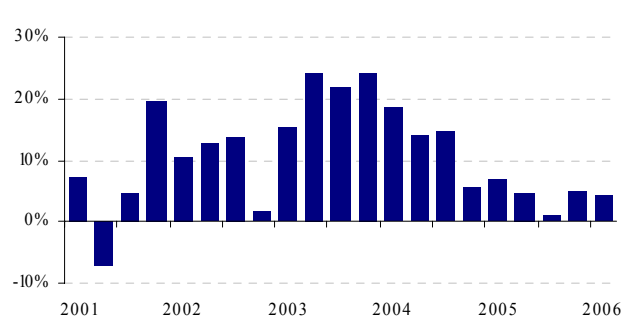
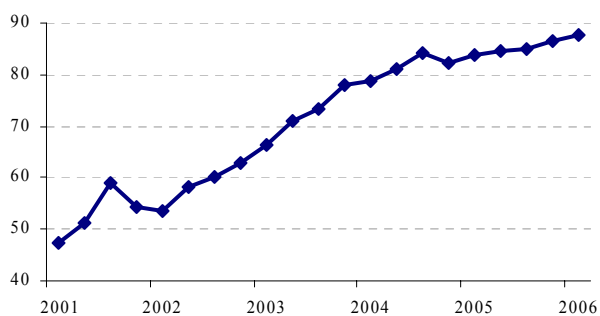
Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



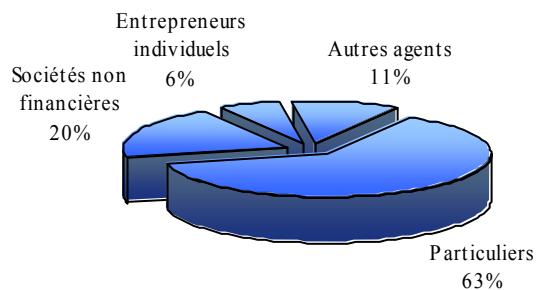
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



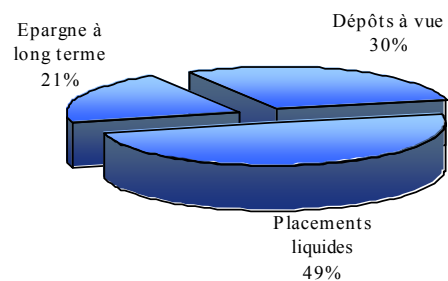
1. L'évolution monétaire et financière

REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS AU 30 JUIN 2006

Par agent économique



Par catégorie de produits



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

Au 30 septembre 2006, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit s'est élevé à 327 milliards de F CFP, soit une croissance de 5,5 % en un an (310 milliards de F CFP à fin septembre 2005).

Les dépôts à vue

Le rythme de progression annuelle des dépôts à vue est passé de 3,6 % en septembre 2005 à 6,7 % en septembre 2006, pour atteindre 124,1 milliards de F CFP (116,3 milliards au troisième trimestre 2005).

Les placements liquides

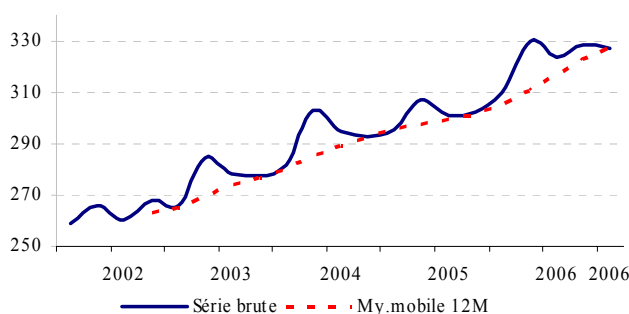
Les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme), qui ont totalisé 191,1 milliards à fin septembre 2006, se sont inscrits en hausse de 4,7 % en l'espace d'un an.

La faiblesse de la rémunération des comptes sur livret explique la diminution de 7,1 % de leur encours en l'espace d'un an (72,6 milliards de F CFP en septembre 2006).

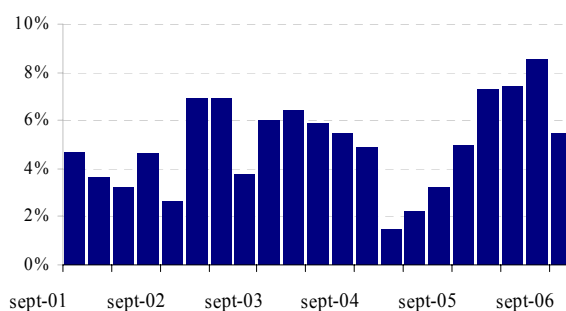
La forte augmentation des dépôts à terme (+35,4 %) n'est pas significative dans la mesure où elle provient en partie du rattachement comptable récent de certains titres de créances négociables et bons de caisse à cette catégorie d'actifs, représentant 106,8 milliards de F CFP.

Avec un accroissement de 5,8 % en glissement annuel, les plans d'épargne logement ont continué à susciter l'intérêt des épargnants polynésiens. On peut noter néanmoins un ralentissement de la collecte puisqu'en septembre 2005, le rythme annuel de progression s'affichait à +26,5 %.

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

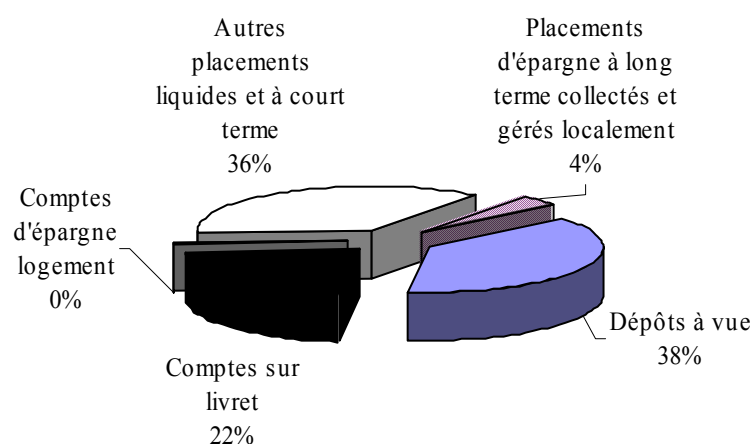


1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	sept.-05	mars-06	sept-06
Dépôts à vue	116 310	124 978	121 271	130 286	124 053	3,6%	6,0%	6,7%
dont banques locales	109 800	118 380	111 183	120 835	115 355	3,5%	3,6%	5,1%
Comptes sur livret	78 104	78 605	77 068	75 694	72 593	-5,1%	-4,0%	-7,1%
Comptes d'épargne logement	251	250	253	253	237	9,1%	1,3%	-5,7%
Autres placements liquides et à court terme	104 159	113 656	112 627	109 980	118 282	13,6%	17,2%	13,6%
Dépôts à terme	78 851	82 580	87 422	96 855	106 750	16,6%	15,4%	35,4%
Bons de caisse	12 220	13 590	13 538	10 028	9 284	-12,7%	5,8%	-24,0%
Certificats de dépôts	13 088	17 486	11 667	3 097	2 248	29,9%	54,7%	-82,8%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	298 823	317 489	311 219	316 213	315 164	4,3%	7,0%	5,5%
dont banques locales	292 313	310 891	301 131	306 762	306 466	4,3%	6,0%	4,8%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	11 200	11 921	12 130	11 918	11 846	26,5%	19,1%	5,8%
Plans d'épargne logement	11 200	11 921	12 130	11 918	11 846	26,5%	19,1%	5,8%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	310 023	329 410	323 349	328 131	327 010	5,0%	7,4%	5,5%
dont banques locales	303 514	322 812	313 261	318 680	318 312	5,0%	6,5%	4,9%

Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2006



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Commentaires :

L'encours de l'épargne locale dont la gestion est assurée par les institutions extérieures a atteint 87,6 milliards de F CFP au terme du troisième trimestre 2006, en augmentation de 4,4 % en glissement annuel (84,0 milliards de F CFP en septembre 2005).

Placements liquides et à court terme

Constitués entièrement d'OPCVM monétaires, les placements liquides et à court terme s'inscrivent en hausse notable de 24,6 % en glissement annuel, s'établissant à 14,4 milliards de F CFP au 30 septembre 2006.

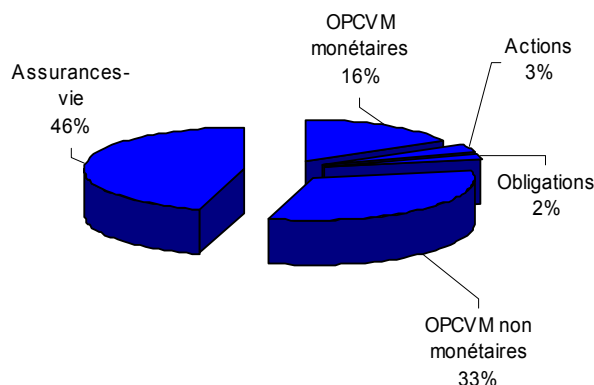
Placements d'épargne à long terme

L'épargne à long terme, quant à elle, a connu un certain ralentissement au terme du troisième trimestre. Avec un encours de 73,2 milliards de F CFP en septembre 2006, contre 72,4 milliards en septembre 2005, elle a affiché +1,1 % sur les douze derniers mois, contre +14,6 % un an auparavant. Il apparaît ainsi que les épargnants polynésiens ont plutôt orienté leurs choix sur des produits à faible risque, tels que l'assurance-vie¹ (+9,1 %), et ce, au détriment des OPCVM non monétaires (-4,7 %) et des obligations (- 41,8 %).

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	sept-05	mars-06	sept-06
Placements liquides et à court terme	11 574	12 868	13 002	14 011	14 419	-24,9%	-14,7%	24,6%
OPCVM monétaires	11 574	12 868	13 002	14 011	14 419	-24,9%	-14,7%	24,6%
Placements d'épargne à long terme	72 401	71 864	72 097	72 351	73 210	14,6%	4,6%	1,1%
Actions	2 629	2 644	2 653	2 717	2 783	14,5%	4,5%	5,9%
Obligations	3 001	2 866	2 778	1 782	1 745	-9,0%	-11,8%	-41,8%
OPCVM non monétaires	30 144	28 753	29 225	27 940	28 727	14,4%	-1,2%	-4,7%
Assurance-vie	36 628	37 601	37 442	39 912	39 955	17,2%	11,3%	9,1%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	83 976	84 732	85 099	86 362	87 629	6,8%	1,1%	4,4%

Répartition des placements par produits au 30 juin 2006



¹ Il convient de préciser qu'une partie seulement des produits d'« assurances-vie » est collectée par les établissements de crédit.

1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP						Variation en glissement annuel à fin		
	30/09/05	Parts	31/03/06	Parts	30/09/06	Parts	sept-05	mars-06	sept-06
Dépôts à vue	116 310		121 271		124 053		3,6%	5,5%	6,7%
Sociétés non financières	40 453	35%	42 030	35%	43 080	35%	- 1,6%	4,6%	6,5%
Entrepreneurs individuels	12 818	11%	11 082	9%	13 543	11%	2,0%	- 8,2%	5,7%
Particuliers	52 398	45%	52 308	43%	55 494	45%	11,3%	1,0%	5,9%
Autres agents résidents	8 915	8%	14 284	12%	10 079	8%	-14,4%	55,8%	13,1%
Non résidents	1 725	1%	1 567	1%	1 856	1%	50,0%	-10,7%	7,6%
Autres dépôts	169 425		178 281		188 863		3,2%	7,2%	11,5%
Sociétés non financières	29 127	17%	31 859	18%	33 814	18%	1,0%	14,5%	16,1%
Entrepreneurs individuels	8 949	5%	10 043	6%	10 399	6%	-15,6%	6,2%	16,2%
Particuliers	124 683	74%	129 903	73%	132 089	70%	5,2%	5,6%	5,9%
Autres agents résidents	4 570	3%	4 155	2%	10 245	5%	- 7,8%	3,8%	124,2%
Non résidents	2 096	1%	2 322	1%	2 316	1%	70,7%	9,0%	10,5%
Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)	285 735		299 552		312 916		3,4%	6,5%	9,5%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	11 200		12 130		11 846		26,5%	14,3%	5,8%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	521	5%	551	5%	743	6%	23,5%	12,4%	42,6%
Particuliers	10 679	95%	11 579	95%	11 103	94%	26,7%	14,4%	4,0%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépôts locaux à LT	11 200		12 130		11 846		26,5%	14,3%	5,8%
Sociétés non financières	69 580	23%	73 889	24%	76 894	24%	- 0,5%	8,7%	10,5%
Entrepreneurs individuels	22 288	8%	21 676	7%	24 685	8%	- 5,5%	- 1,6%	10,8%
Particuliers	187 760	63%	193 790	62%	198 686	61%	7,9%	4,8%	5,8%
Autres agents résidents	13 485	5%	18 439	6%	20 324	6%	-12,3%	40,0%	50,7%
Non résidents	3 821	1%	3 889	1%	4 172	1%	60,7%	0,1%	9,2%
Certificats de dépôts (CDD)	13 088		11 667		2 248		29,9%	12,1%	-82,8%
TOTAL	310 023		323 349		327 010		5,0%	7,0%	5,5%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	Montant en millions de F CFP						Variation en glissement annuel à fin		
	30/9/05	Parts	31/03/06	Parts	30/09/06	Parts	sept-05	mars-06	
Total	83 976		85 099		87 629		6,8%	1,1%	4,3%
Sociétés non financières	2 692	3%	3 360	4%	5 785	7%	-22,6%	- 4,2%	114,9%
Entrepreneurs individuels	983	1%	1 036	1%	651	1%	9,8%	8,5%	-33,7%
Particuliers	60 383	72%	60 642	71%	62 356	71%	4,2%	3,6%	3,3%
Autres agents résidents	19 918	24%	20 062	24%	18 836	21%	22,2%	- 5,1%	- 5,4%

Commentaires :

Au 30 septembre 2006, la structure de l'épargne par agent économique apparaît comme suit :

- les particuliers détiennent 61 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 71 % des dépôts gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 198,7 (+5,8 % en glissement annuel) et 62,4 milliards de F CFP (+3,3 %) ;

- les sociétés non financières détiennent 24 % de l'encours des dépôts collectés par les banques locales (76,9 milliards de F CFP, +10,5 % sur l'année) et 7 % de celui géré par les établissements situés hors de la zone d'émission (5,8 milliards, +114,9 %) ;

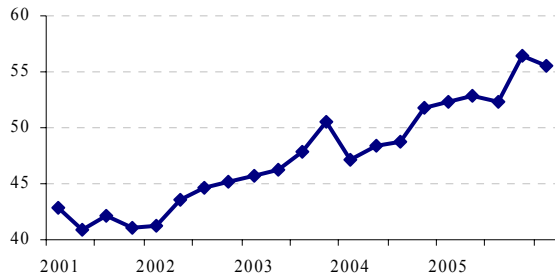
- le reste des agents (entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques) représente globalement 17 % de l'encours total des dépôts collectés localement (+14 % en glissement annuel).

1. L'évolution monétaire et financière

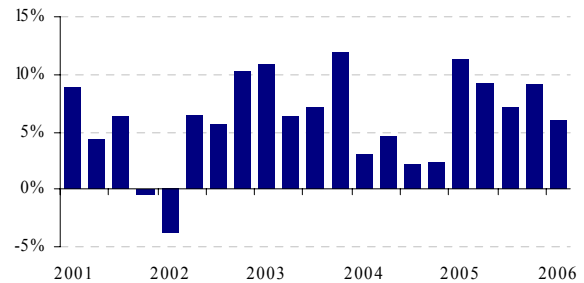
LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

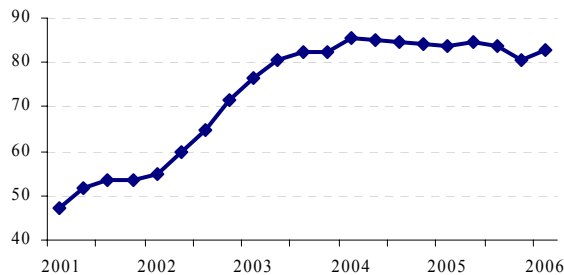


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

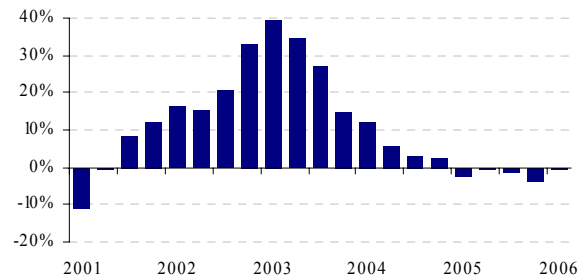


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

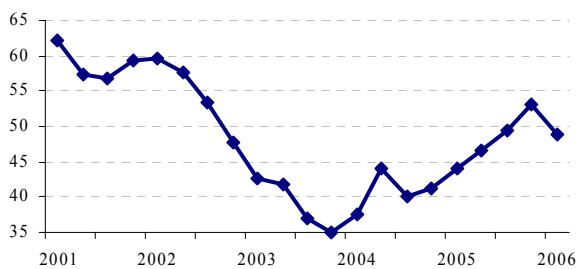


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

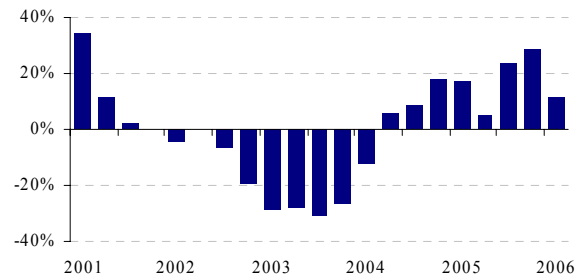


Comptes à terme

Encours
(en milliards de F CFP)

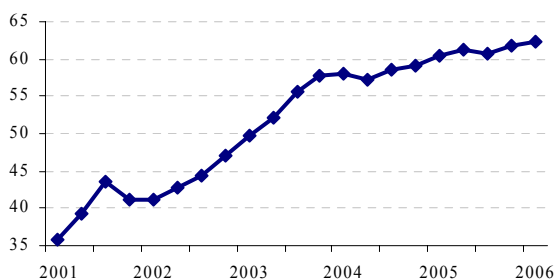


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

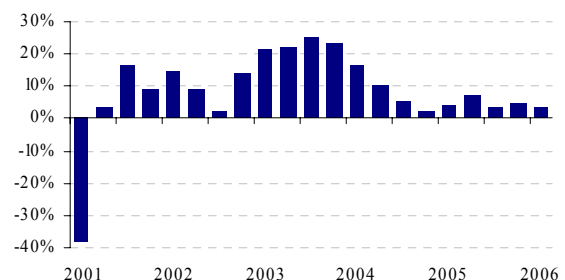


Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Encours
(en milliards de F CFP)

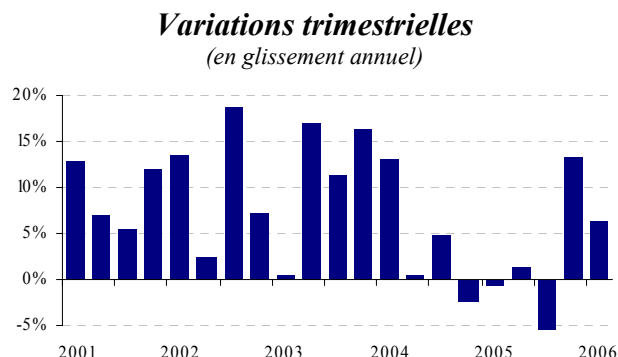
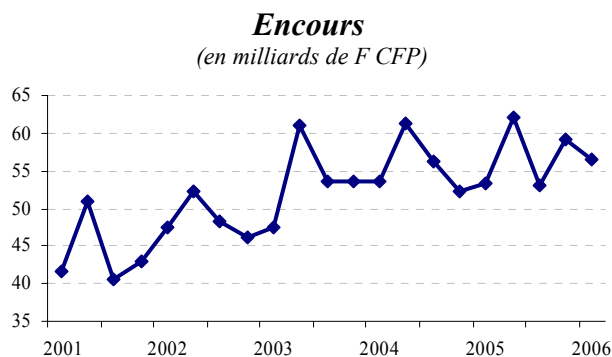


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

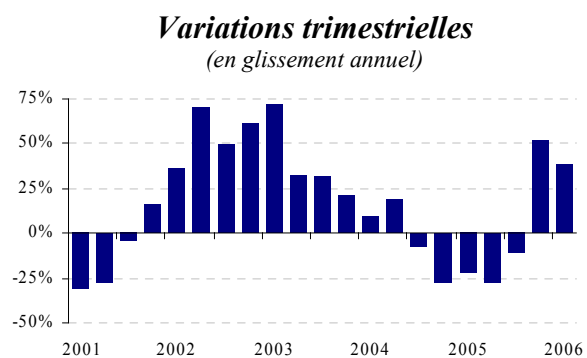
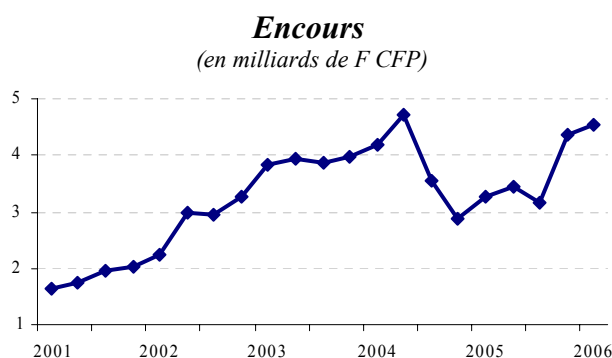


LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

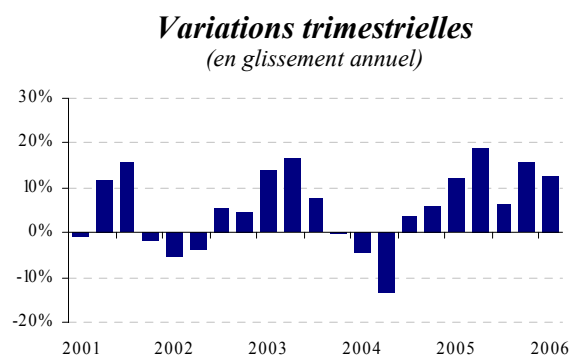
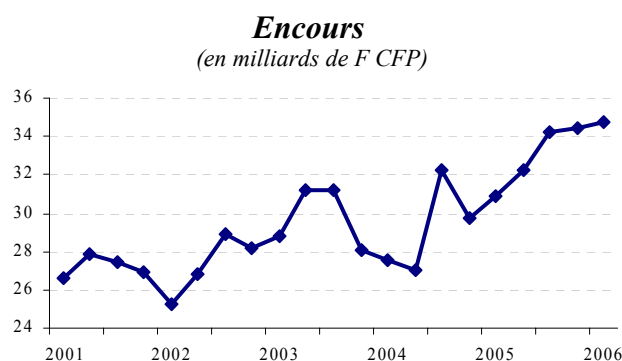
Dépôts à vue



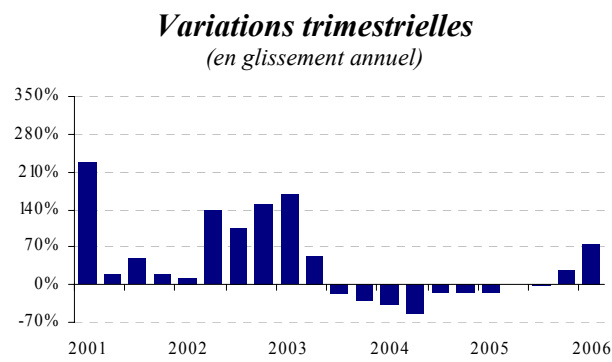
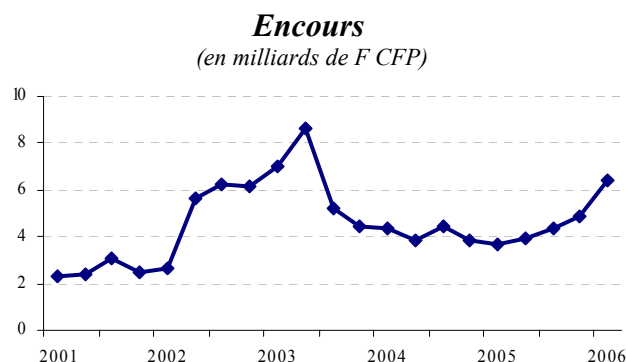
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes à terme



Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



1. L'évolution monétaire et financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

Commentaires :

Le montant total des concours bancaires octroyés sur la place s'est élevé à 477,8 milliards de F CFP au troisième trimestre 2006, dont 82,4 % ont été accordés par les banques locales. On note une accélération de cet encours en l'espace d'un an : 9,1 % en glissement annuel après, +4,7 % un an auparavant. Ce sont les crédits à l'habitat (29,8 % de l'encours total) qui, structurellement, font l'objet de la plus forte demande, suivis par les crédits à l'équipement (23,5 %) et ceux de trésorerie (23,7 %).

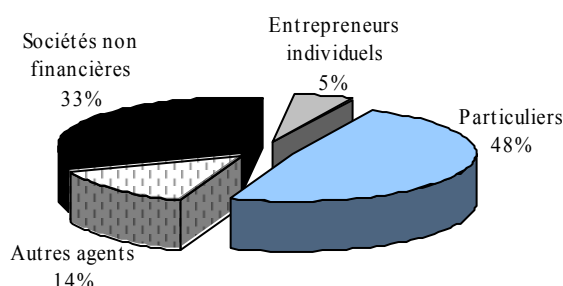
Avec 142,6 milliards de F CFP, l'encours des crédits à l'habitat est en effet en augmentation de 9 % en glissement annuel, stimulé par la demande des particuliers (86 % du volume octroyé).

D'un montant de 112,4 milliards de F CFP au 30 septembre 2006, les crédits à l'équipement ont crû de 5,1 % par rapport à septembre 2005, grâce à la demande des sociétés non financières (+6,4 % après -2,3 % au trimestre précédent) et à celle des collectivités locales (+4,9 %).

Avec un encours de 113,3 milliards de F CFP, les crédits de trésorerie ont enregistré une baisse de 2,8 % sur l'année. Cette situation résulte toutefois en grande partie d'une nouvelle imputation comptable des utilisations d'ouverture de crédit permanent dans la catégorie des comptes ordinaires débiteurs, qui explique par ailleurs la forte augmentation de ce dernier poste (+61,8 %).

L'augmentation notable du taux de créances douteuses brutes, passé de 4,3 % à 4,8 % entre septembre 2005 et septembre 2006, est un indicateur de plus grande vulnérabilité des agents économiques.

Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place au 30 juin 2006



1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE

(toutes zones d'émission confondues)

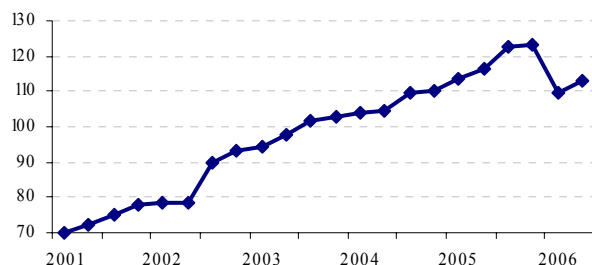
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006
Créances commerciales	3 317	3 649	2 696	3 673	4 312	-14,4%	2,2%	30,0%	0,8%	0,6%	0,9%
Sociétés non financières	3 085	3 376	2 494	3 169	3 929	-16,2%	0,3%	27,4%	0,7%	0,5%	0,8%
Entrepreneurs individuels	232	217	191	499	375	24,1%	25,7%	61,6%	0,1%	0,0%	0,1%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	56	11	5	8	-	-	-	-	-	-
Non résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	116 499	122 538	123 391	109 761	113 258	11,5%	12,3%	- 2,8%	26,6%	26,9%	23,7%
Sociétés non financières	35 386	37 691	35 958	32 031	27 662	22,6%	12,8%	-21,8%	8,1%	7,8%	5,8%
Entrepreneurs individuels	5 557	6 081	6 010	5 021	5 517	13,7%	25,1%	- 0,7%	1,3%	1,3%	1,2%
Particuliers	72 628	75 641	77 405	68 885	77 390	6,9%	9,5%	6,6%	16,6%	16,9%	16,2%
Autres agents résidents	2 893	3 097	3 817	3 631	2 493	6,3%	51,3%	-13,8%	0,7%	0,8%	0,5%
Non résidents	35	28	201	193	197	- 2,8%	518,7%	463,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Crédits à l'équipement	106 954	108 665	109 285	111 034	112 438	- 0,8%	- 2,0%	5,1%	24,4%	23,8%	23,5%
Sociétés non financières	45 516	46 717	48 029	46 993	48 450	3,2%	- 0,4%	6,4%	10,4%	10,5%	10,1%
Entrepreneurs individuels	5 067	5 111	5 118	4 950	4 871	- 2,2%	2,2%	- 3,9%	1,2%	1,1%	1,0%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	54 306	54 609	54 056	57 159	56 975	- 3,9%	- 4,1%	4,9%	12,4%	11,8%	11,9%
Non résidents	2 065	2 228	2 082	1 932	2 143	3,7%	6,8%	3,8%	0,5%	0,5%	0,4%
Crédits à l'habitat	130 881	136 110	138 127	139 997	142 620	8,9%	11,3%	9,0%	29,9%	30,1%	29,8%
Sociétés non financières	11 586	12 519	12 709	12 795	13 312	20,6%	19,0%	14,9%	2,6%	2,8%	2,8%
Entrepreneurs individuels	5 448	5 648	5 960	6 762	4 874	14,4%	17,8%	-10,5%	1,2%	1,3%	1,0%
Particuliers	113 371	116 240	117 738	118 668	122 692	8,2%	9,9%	8,2%	25,9%	25,6%	25,7%
Autres agents résidents	82	1 275	1 268	1 323	1 317	-89,2%	32,2%	1506,3%	0,0%	0,3%	0,3%
Non résidents	394	428	452	449	425	60,2%	48,5%	7,9%	0,1%	0,1%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	22 125	20 388	21 846	39 698	35 788	11,2%	6,7%	61,8%	5,1%	4,8%	7,5%
Sociétés non financières	16 899	14 572	16 543	30 231	29 641	26,8%	16,9%	75,4%	3,9%	3,6%	6,2%
Entrepreneurs individuels	1 556	1 556	1 384	3 305	2 597	20,2%	13,9%	66,9%	0,4%	0,3%	0,5%
Particuliers	3 526	3 828	3 623	4 208	3 332	5,7%	5,6%	- 5,5%	0,8%	0,8%	0,7%
Autres agents résidents	116	394	260	1 917	160	-92,2%	-80,6%	37,9%	0,0%	0,1%	0,0%
Non résidents	28	38	36	37	58	-93,8%	-89,1%	105,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres crédits	37 297	41 734	40 682	41 241	46 422	- 4,8%	3,1%	24,5%	8,5%	8,9%	9,7%
Sociétés non financières	18 773	23 276	22 322	24 238	24 026	-20,3%	9,4%	28,0%	4,3%	4,9%	5,0%
Entrepreneurs individuels	3 538	3 887	3 817	3 580	3 792	-11,3%	- 3,3%	7,2%	0,8%	0,8%	0,8%
Particuliers	9 959	8 884	8 874	8 239	13 336	17,0%	- 7,1%	33,9%	2,3%	1,9%	2,8%
Autres agents résidents	4 233	3 537	3 545	3 105	3 230	57,1%	-28,8%	-23,7%	1,0%	0,8%	0,7%
Non résidents	794	2 150	2 124	2 079	2 037	ns	ns	ns	0,2%	0,5%	0,4%
Créances douteuses nettes	6 444	7 532	8 165	7 901	9 716	-11,1%	22,1%	50,8%	1,5%	1,8%	2,0%
Sociétés non financières	1 866	1 864	2 558	2 281	2 666	-28,2%	44,5%	42,9%	0,4%	0,6%	0,6%
Entrepreneurs individuels	1 223	1 415	1 362	1 588	1 979	- 0,8%	-38,7%	61,8%	0,3%	0,3%	0,4%
Particuliers	3 196	3 627	3 609	3 844	4 879	- 1,7%	43,1%	52,7%	0,7%	0,8%	1,0%
Autres agents résidents	4	488	491	8	10	-63,6%	ns	ns	0,0%	0,1%	0,0%
Non résidents	155	138	145	180	183	- 1,3%	-12,6%	17,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres concours non ventilés	1 966	1 928	2 079	3 293	3 664	-50,7%	-28,1%	86,4%	0,4%	0,5%	0,8%
TOTAL NET	425 482	442 544	446 271	456 598	464 553	4,7%	6,8%	9,2%	97,2%	97,2%	97,2%
Sociétés non financières	133 111	140 015	140 613	151 738	149 685	6,1%	8,5%	12,5%	30,4%	30,6%	31,3%
Entrepreneurs individuels	22 621	23 915	23 842	25 705	24 005	5,0%	6,4%	6,1%	5,2%	5,2%	5,0%
Particuliers	202 680	208 220	211 249	203 844	221 629	8,6%	9,3%	9,3%	46,3%	46,0%	46,4%
Autres agents résidents	61 633	63 456	63 448	67 148	64 192	- 5,1%	- 4,1%	4,2%	14,1%	13,8%	13,4%
Non résidents	3 471	5 010	5 040	4 870	5 042	5,2%	49,7%	45,3%	0,8%	1,1%	1,1%
non ventilés par agents résidents	1 966	1 928	2 079	3 293	3 664	311,5%	511,5%	711,5%	0,4%	0,5%	0,8%
Provisions non ventilées	12 374	12 399	13 065	13 065	13 259	6,9%	17,8%	7,2%	2,8%	2,8%	2,8%
TOTAL BRUT	437 856	454 943	459 336	469 663	477 812	4,7%	7,1%	9,1%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	4,3%	4,4%	4,6%	4,5%	4,8%	1,2%	11,5%	11,9%			
Taux de provisionnement	65,8%	62,2%	61,5%	62,3%	57,7%	0,2%	- 1,4%	-12,2%			

1. L'évolution monétaire et financière

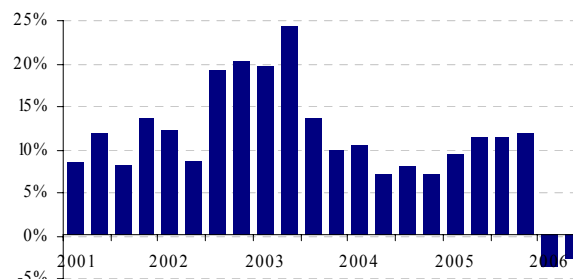
LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)

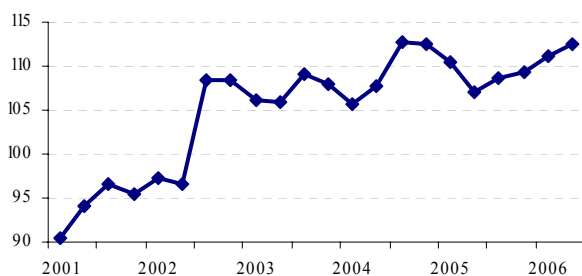


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

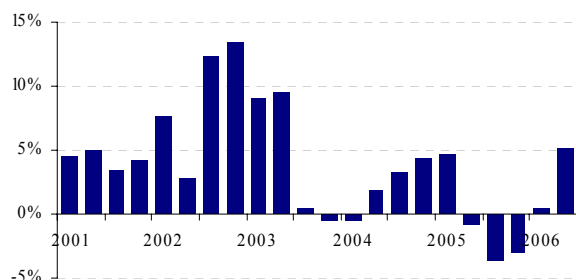


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

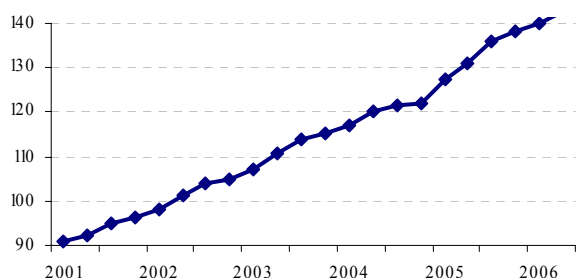


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

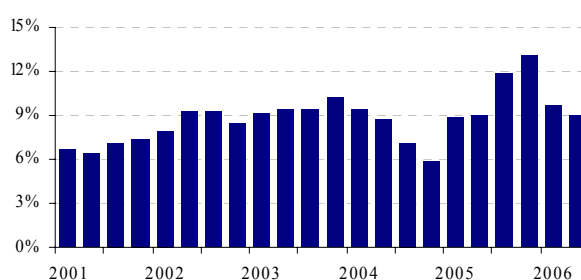


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)

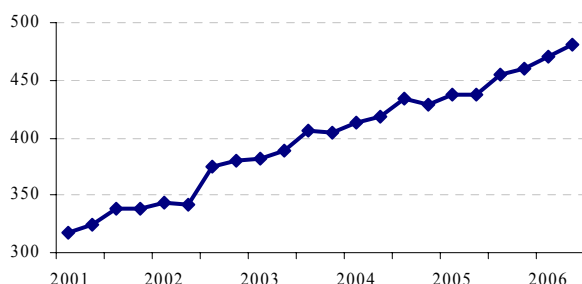


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

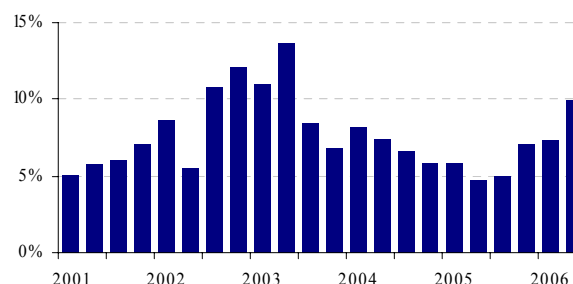


Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

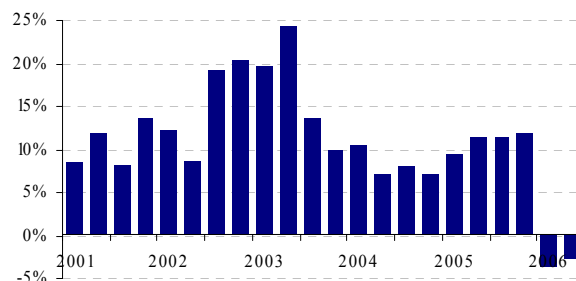
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)

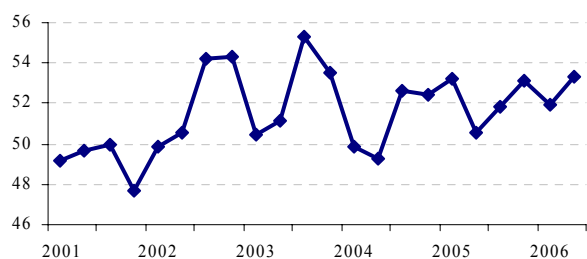


Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

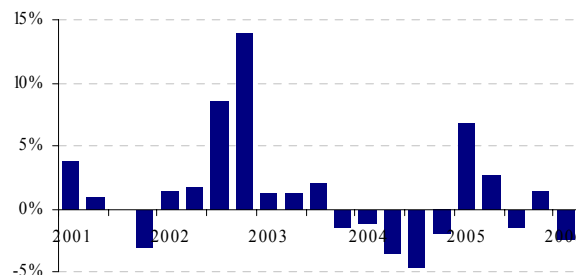
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

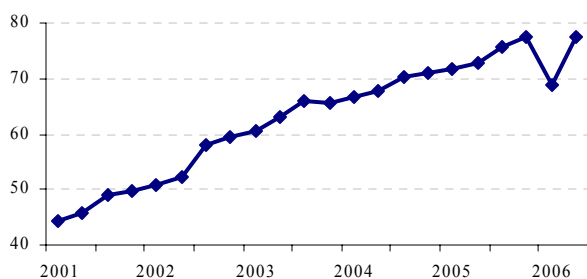
(en glissement annuel)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

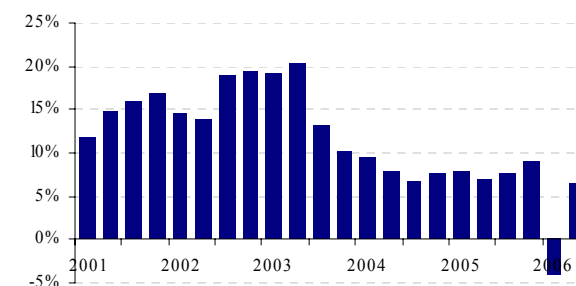
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

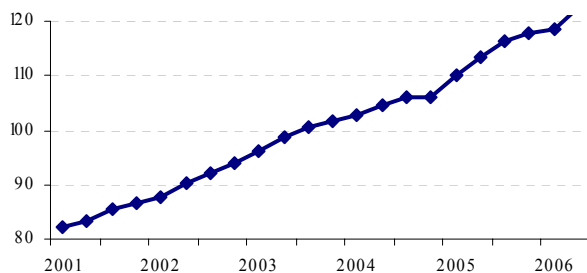
(en glissement annuel)



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

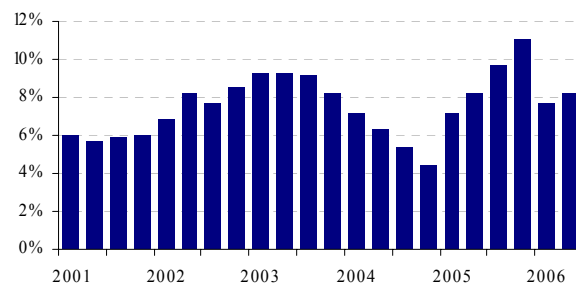
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

L'octroi des concours par la banques de la place s'est accéléré. Leur encours est passé de 359,6 milliards en septembre 2005 à 394 milliards de F CFP au 30 septembre 2006, soit une augmentation annuelle de 9,6 %, contre 7,6 % un an auparavant.

Répartition et évolution des concours par catégorie

Au terme du troisième trimestre 2006, les crédits à l'habitat représentaient toujours l'une des principales activités de crédit des banques locales (30,7 % du total octroyé), avec un encours de 121 milliards de F CFP contre 113,2 milliards un an plus tôt (+9 %).

Second poste en termes de volume avec un encours de 109,5 milliards de F CFP (27,8 % du total), les crédits de trésorerie ont connu une baisse de 3,1 %, dont la portée n'est pas significative en raison des multiples reclassements comptables dont cette catégorie de concours bancaires a fait l'objet fin mai 2006.

Les crédits à l'équipement, quant à eux, ont connu une progression de 6,2 % sur la même période (56,4 milliards de F CFP fin septembre 2006).

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques semble montrer une dégradation de leur situation financière. L'accroissement des créances douteuses brutes a été très significatif (+20,9 %) et surtout, il a concerné l'ensemble des agents économiques. L'évolution des provisions n'ayant pas été aussi forte, il en a résulté une progression des créances douteuses nettes de 48,3 %. Le taux de créances douteuses brutes est passé de 5,2 % à 5,7 % en septembre 2006.

Répartition et évolution des concours par agent économique

Au 30 septembre 2006, la moitié des crédits octroyés par les banques locales était destinée aux particuliers, dont l'encours bancaire a progressé de 8,8 % sur l'année, pour s'établir à 197,2 milliards de F CFP. Les préoccupations financières majeures des ménages polynésiens sont tournées vers l'habitat (52 % du total des crédits consentis) devant la consommation (37 %). En septembre 2006, l'encours de leurs prêts immobiliers a augmenté de 6,9 %.

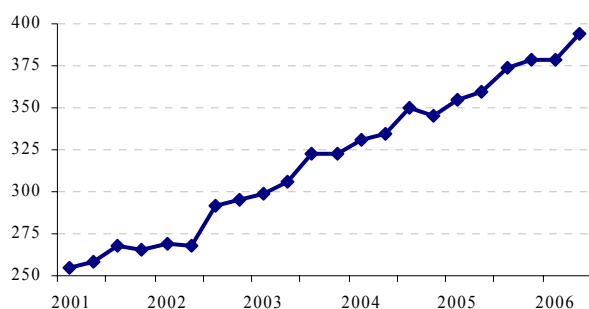
Les concours bancaires accordés aux sociétés non financières se sont élevés à 144,4 milliards de F CFP à fin septembre 2006, en progression de 12,6 % en glissement annuel. L'accroissement de leur endettement semble être imputable à l'utilisation des crédits permanents, dont le nouveau rattachement comptable aux comptes ordinaires débiteurs ne permet pas d'en connaître l'ampleur. Pour leur part, les investissements des entreprises se sont redressés, en témoigne la hausse de 6,1 % de leur encours de crédits d'équipement.

Les entrepreneurs individuels ont également vu l'encours de leurs prêts bancaires augmenter (+6,1 %), sous l'impulsion de leurs comptes ordinaires débiteurs imputable en grande partie à un reclassement de leurs passifs.

Ensemble des crédits

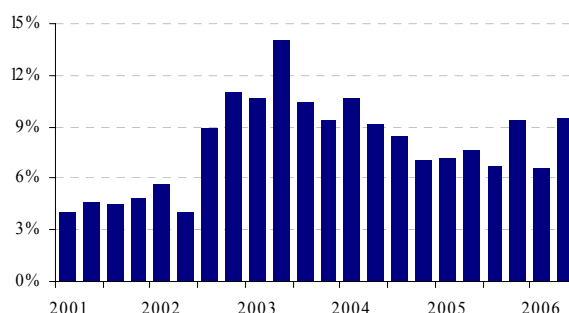
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



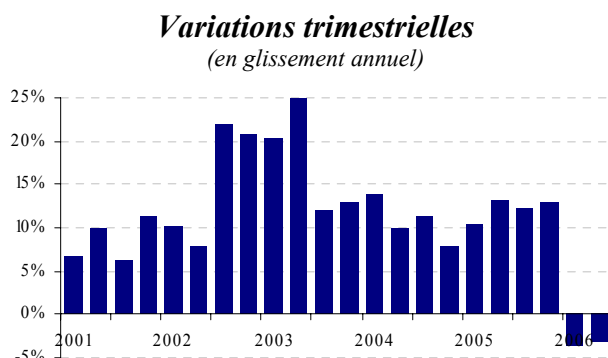
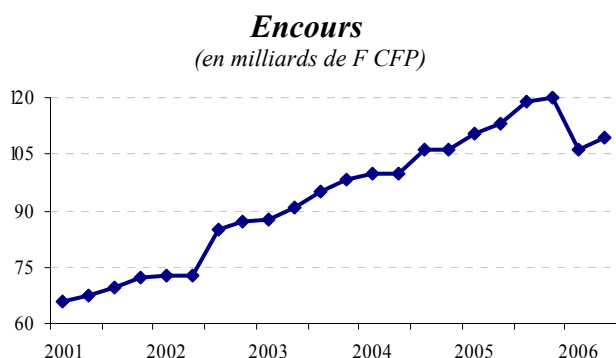
1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP	Montants en millions de F CFP					Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006
Créances commerciales	3 317	3 649	2 696	3 673	4 312	-14,4%	2,2%	30,0%	0,9%	0,7%	1,1%
Sociétés non financières	3 085	3 376	2 494	3 169	3 929	-16,2%	0,3%	27,4%	93,0%	92,5%	91,1%
Entrepreneurs individuels	232	217	191	499	375	24,1%	25,7%	61,6%	7,0%	7,1%	8,7%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	56	11	5	8	-	-	-	-	-	-
Non résidents	0	0	-	-	-	-97,2%	-	-100,0%	0,0%	-	-
Crédits de trésorerie	113 038	119 095	119 981	106 289	109 530	13,2%	13,0%	- 3,1%	31,4%	31,7%	27,8%
Sociétés non financières	35 384	37 691	35 958	32 031	27 597	22,6%	12,8%	-22,0%	31,3%	30,0%	25,2%
Entrepreneurs individuels	5 557	6 081	6 010	5 021	5 517	13,7%	25,1%	- 0,7%	4,9%	5,0%	5,0%
Particuliers	69 169	72 198	73 995	65 413	73 726	9,1%	10,5%	6,6%	61,2%	61,7%	67,3%
Autres agents résidents	2 893	3 097	3 817	3 631	2 493	6,3%	51,3%	-13,8%	2,6%	3,2%	2,3%
Non résidents	35	28	201	193	197	- 2,8%	518,7%	463,2%	0,0%	0,2%	0,2%
Crédits à l'équipement	53 104	53 339	54 417	54 894	56 416	6,2%	2,0%	6,2%	14,8%	14,4%	14,3%
Sociétés non financières	41 650	41 943	43 418	42 668	44 198	4,6%	1,7%	6,1%	78,4%	79,8%	78,3%
Entrepreneurs individuels	5 067	5 111	5 118	4 950	4 871	- 2,2%	2,2%	- 3,9%	9,5%	9,4%	8,6%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	4 322	4 057	3 799	5 344	5 205	42,9%	2,6%	20,4%	8,1%	7,0%	9,2%
Non résidents	2 065	2 228	2 082	1 932	2 143	3,7%	6,8%	3,8%	3,9%	3,8%	3,8%
Crédits à l'habitat	113 186	116 805	118 261	119 255	121 016	9,1%	11,1%	6,9%	31,5%	31,3%	30,7%
Sociétés non financières	11 586	12 506	12 709	12 795	13 312	20,6%	19,0%	14,9%	10,2%	10,7%	11,0%
Entrepreneurs individuels	5 448	5 644	5 960	6 762	4 874	14,4%	17,8%	-10,5%	4,8%	5,0%	4,0%
Particuliers	95 676	98 100	99 021	99 123	102 285	7,5%	9,7%	6,9%	84,5%	83,7%	84,5%
Autres agents résidents	82	127	120	126	120	-22,6%	28,5%	46,6%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	394	428	452	449	425	60,2%	48,5%	7,9%	0,3%	0,4%	0,4%
Comptes ordinaires débiteurs	22 125	20 454	21 846	39 698	35 788	11,2%	6,7%	61,8%	6,2%	5,8%	9,1%
Sociétés non financières	16 899	14 632	16 543	30 231	29 641	26,8%	16,9%	75,4%	76,4%	75,7%	82,8%
Entrepreneurs individuels	1 556	1 556	1 384	3 305	2 597	20,2%	13,9%	66,9%	7,0%	6,3%	7,3%
Particuliers	3 526	3 834	3 623	4 208	3 332	5,7%	5,6%	- 5,5%	15,9%	16,6%	9,3%
Autres agents résidents	116	394	260	1 917	160	-92,2%	-80,6%	37,9%	0,5%	1,2%	0,4%
Non résidents	28	38	36	37	58	-93,8%	-89,1%	105,7%	0,1%	0,2%	0,2%
Autres crédits	34 323	39 594	38 656	39 391	44 608	- 4,1%	6,5%	30,0%	9,5%	10,2%	11,3%
Sociétés non financières	17 830	22 395	21 461	23 440	23 265	-20,5%	10,6%	30,5%	51,9%	55,5%	52,2%
Entrepreneurs individuels	3 538	3 887	3 817	3 580	3 792	-11,3%	- 3,3%	7,2%	10,3%	9,9%	8,5%
Particuliers	9 942	8 855	8 845	8 239	13 336	17,0%	- 7,2%	34,1%	29,0%	22,9%	29,9%
Autres agents résidents	2 219	2 307	2 409	2 053	2 177	371,1%	-15,5%	- 1,9%	6,5%	6,2%	4,9%
Non résidents	794	2 150	2 124	2 079	2 037	94,1%	263,3%	156,5%	2,3%	5,5%	4,6%
Créances douteuses nettes	6 192	6 610	7 191	7 447	9 183	5,8%	11,2%	48,3%	1,7%	1,9%	2,3%
Sociétés non financières	1 866	1 645	2 339	2 076	2 471	1,0%	32,1%	32,4%	30,1%	32,5%	26,9%
Entrepreneurs individuels	1 223	1 415	1 362	1 588	1 979	- 0,8%	-38,7%	61,8%	19,8%	18,9%	21,6%
Particuliers	2 944	3 402	3 337	3 595	4 539	13,2%	44,9%	54,2%	47,5%	46,4%	49,4%
Autres agents résidents	4	10	8	8	10	-63,6%	8,0%	148,5%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	155	138	145	180	183	- 1,3%	-12,6%	17,9%	2,5%	2,0%	2,0%
Autres concours non ventilés	1 966	1 928	2 079	3 293	3 664	-50,7%	-28,1%	86,4%	1,5%	1,5%	2,5%
TOTAL NET	347 251	361 474	365 127	373 940	380 852	7,5%	9,1%	9,7%	96,6%	96,5%	96,6%
Sociétés non financières	128 300	134 188	134 922	146 410	144 413	7,3%	9,6%	12,6%	35,7%	35,7%	36,6%
Entrepreneurs individuels	22 621	23 911	23 842	25 705	24 005	5,0%	6,4%	6,1%	6,3%	6,3%	6,1%
Particuliers	181 257	186 389	188 821	180 578	197 219	8,7%	9,4%	8,8%	50,4%	49,9%	50,0%
Autres agents résidents	9 636	10 048	10 424	13 084	10 173	23,2%	- 0,9%	5,6%	2,7%	2,8%	2,6%
Non résidents	3 471	5 010	5 040	4 870	5 042	5,2%	49,7%	45,3%	1,0%	1,3%	1,3%
non ventilés par agents résidents	1 966	1 928	2 079	3 293	3 664	-50,7%	-28,1%	86,4%	0,5%	0,5%	0,9%
Provisions	12 374	12 399	13 065	13 100	13 259	10,9%	22,4%	7,2%	3,4%	3,5%	3,4%
Sociétés non financières	3 729	3 144	4 250	3 652	3 569	5,8%	47,0%	- 4,3%	1,1%	1,2%	1,0%
Entrepreneurs individuels	2 443	2 692	2 475	2 793	2 858	3,9%	-34,3%	17,0%	0,7%	0,7%	0,8%
Particuliers	5 884	6 281	6 062	6 325	6 554	18,6%	53,7%	11,4%	1,7%	1,7%	1,9%
Autres agents résidents	9	19	15	13	14	-57,1%	16,4%	59,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	309	263	263	317	264	3,3%	331,3%	-14,6%	0,1%	0,1%	0,1%
Créances douteuses brutes	18 566	19 009	20 256	20 547	22 442	9,2%	18,1%	20,9%	5,3%	5,8%	6,4%
Sociétés non financières	5 595	4 789	6 589	5 728	6 040	4,2%	41,4%	8,0%	1,6%	1,9%	1,7%
Entrepreneurs individuels	3 666	4 107	3 837	4 381	4 837	2,3%	-36,0%	32,0%	1,0%	1,1%	1,4%
Particuliers	8 828	9 683	9 399	9 920	11 093	16,7%	50,5%	25,7%	2,5%	2,7%	3,2%
Autres agents résidents	13	29	23	21	24	-60,6%	13,3%	86,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	464	401	408	497	446	1,8%	79,9%	- 3,8%	0,1%	0,1%	0,1%
TOTAL BRUT	359 625	373 873	378 192	387 040	394 111	7,6%	9,5%	9,6%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	5,2%	5,1%	5,4%	5,3%	5,7%						
Taux de provisionnement	66,6%	65,2%	64,5%	63,8%	59,1%						

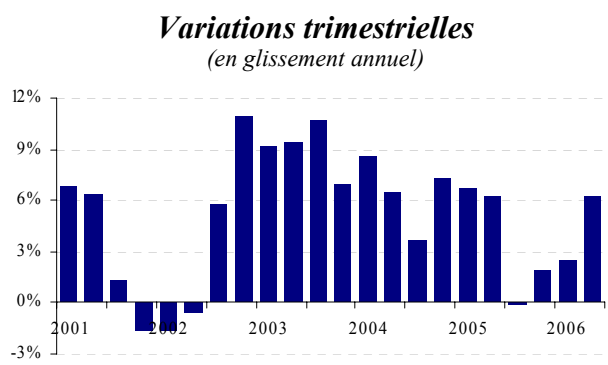
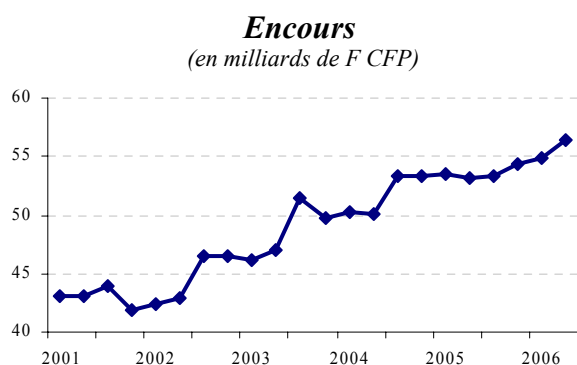
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

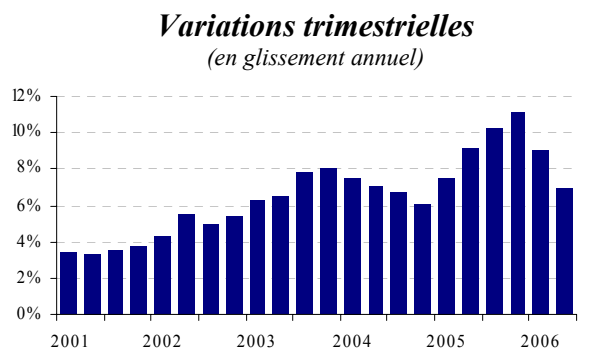
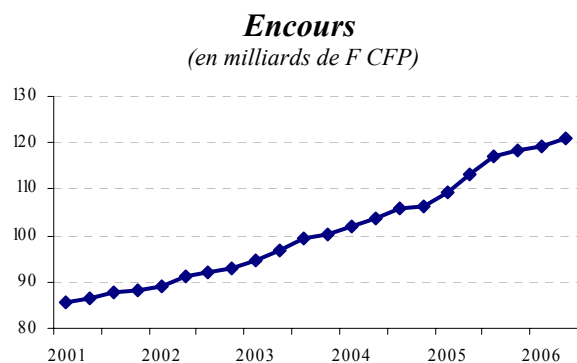
Crédits de trésorerie



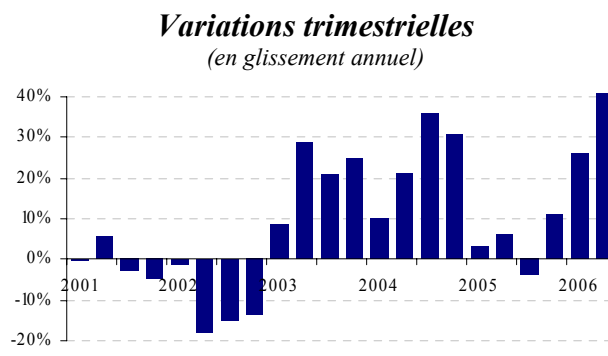
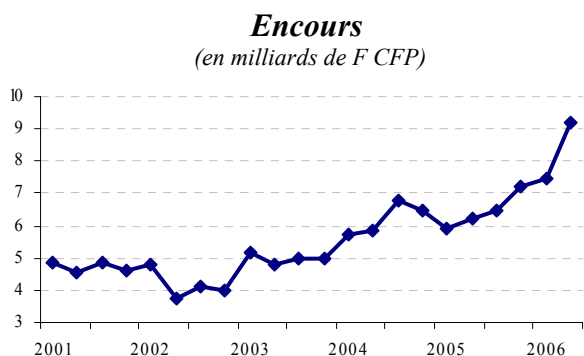
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat



Créances douteuses nettes



LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

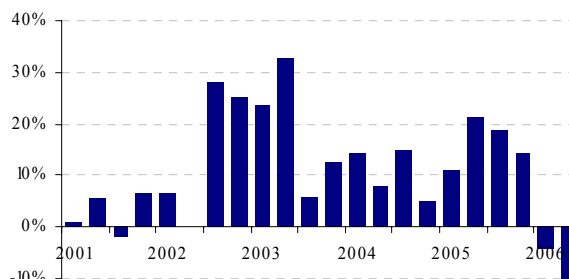
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

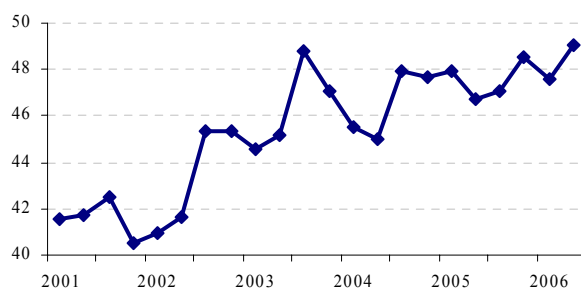
(en glissement annuel)



Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

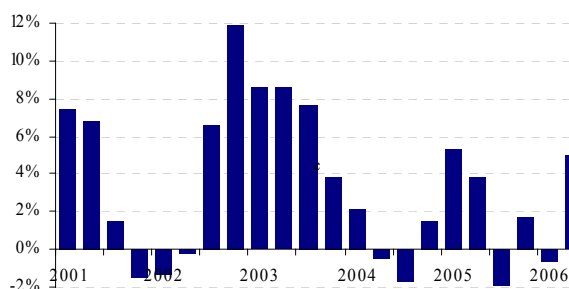
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

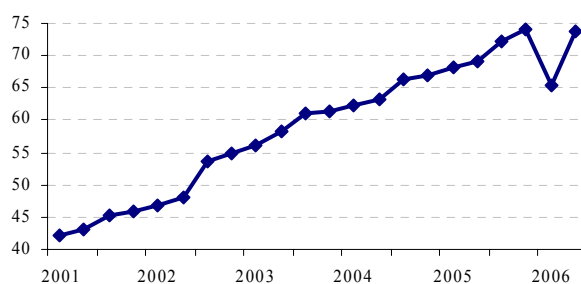
(en glissement annuel)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

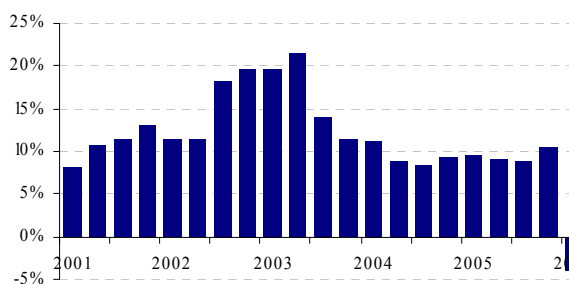
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

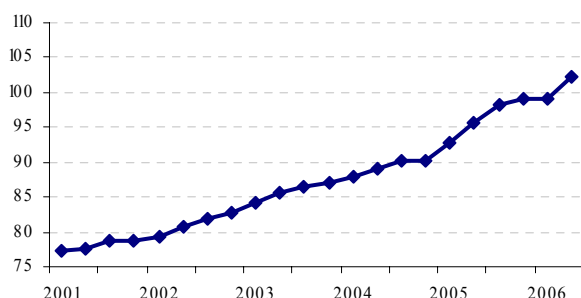
(en glissement annuel)



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

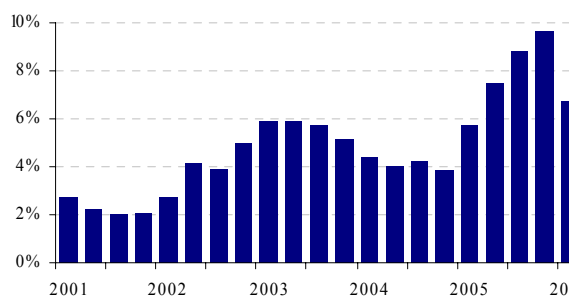
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

Totalisant 83,7 milliards de F CFP à fin septembre 2006, l'encours de ces crédits s'est inscrit en augmentation de 3,8 % au cours des douze derniers mois.

Répartition et évolution des concours par catégorie

Première composante de ces concours, avec 66,9 % du total, l'encours des crédits d'équipement s'est accru de 4 % en glissement annuel, s'élevant à 56 milliards de F CFP, dont 92,4 % au profit des administrations publiques locales.

De même, les crédits à l'habitat, qui ont atteint 21,6 milliards de F CFP à fin septembre 2006, ont connu une croissance forte sur la même période, avec +22,1 %.

Pour leur part, les crédits de trésorerie, sollicités notamment par les particuliers, ont également augmenté de 7,7 % sur l'année pour un montant de 3,7 milliards de F CFP.

Répartition et évolution des concours par agent économique

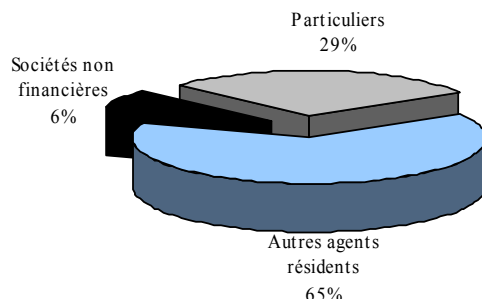
Au terme du premier trimestre 2006, les collectivités publiques locales sont demeurées les principales emprunteuses auprès des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission, avec 64,5 % du total. De septembre 2005 à septembre 2006, l'encours de leurs crédits a augmenté de 3,9 %, passant de 52 milliards de F CFP à 54 milliards, dont 95,8 % dédiés à l'équipement.

L'encours des crédits bancaires consentis aux particuliers s'est élevé à 24,4 milliards de F CFP. Leur progression annuelle, à l'instar de celle de leurs crédits à l'habitat (84 % des concours accordés), a été sensible, avec +13,9 %.

Quant aux crédits octroyés aux sociétés non financières (6,3 % du total net), ils ont augmenté de 9,6 %.

1. L'évolution monétaire et financière

Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission au 30 juin 2006



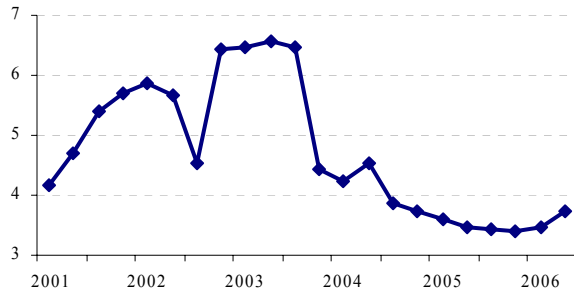
CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	3 461	3 443	3 410	3 472	3 728	-23,9%	- 8,4%	7,7%	4,3%	4,2%	4,5%
Sociétés non financières	2	0	0	0	65	-	-	-	0,0%	-	0,1%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	3 459	3 443	3 410	3 472	3 664	-24,0%	- 8,1%	5,9%	99,9%	100,0%	98,3%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	53 850	55 303	54 868	56 140	56 022	- 6,8%	- 5,7%	4,0%	66,8%	67,6%	66,9%
Sociétés non financières	3 866	4 751	4 611	4 325	4 252	-10,3%	-16,4%	10,0%	7,2%	8,4%	7,6%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	49 984	50 552	50 257	51 815	51 770	- 6,5%	- 4,6%	3,6%	92,8%	91,6%	92,4%
Crédits à l'habitat	17 695	19 238	19 865	20 742	21 604	7,9%	12,3%	22,1%	21,9%	24,5%	25,8%
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	17 695	18 090	18 717	19 545	20 407	12,3%	11,3%	15,3%	100,0%	94,2%	94,5%
Autres agents résidents	0	1 148	1 148	1 197	1 197	-100,0%	32,6%	-	-	5,8%	5,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	2 974	2 140	2 026	1 850	1 814	-12,1%	-35,7%	-39,0%	3,7%	2,5%	2,2%
Sociétés non financières	943	881	861	798	762	-17,2%	-14,6%	-19,2%	31,7%	42,5%	42,0%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	17	29	29	0	0	-10,5%	52,6%	-	0,6%	1,4%	-
Autres agents résidents	2 014	1 230	1 136	1 052	1 052	- 9,4%	-46,5%	-47,7%	67,7%	56,1%	58,0%
Créances douteuses nettes	2 672	922	974	454	534	90,7%	344,7%	-80,0%	3,3%	1,2%	0,6%
Sociétés non financières	0	219	219	205	194	ns	ns	ns	-	22,5%	36,4%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	252	225	272	249	340	-61,2%	24,2%	34,8%	9,4%	27,9%	63,6%
Autres agents résidents	2 420	478	483	0	0	-	-	-	90,6%	49,6%	-
TOTAL NET	80 652	81 046	81 143	82 658	83 701	- 3,4%	- 2,2%	3,8%	100,0%	100,0%	100,0%
Sociétés non financières	4 811	5 851	5 691	5 328	5 272	-22,4%	-13,0%	9,6%	6,0%	7,0%	6,3%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	21 423	21 787	22 428	23 266	24 410	2,2%	8,0%	13,9%	26,6%	27,6%	29,2%
Autres agents résidents	51 997	52 930	52 541	54 064	54 019	- 7,7%	- 5,6%	3,9%	64,5%	64,8%	64,5%
Provisions non ventilées	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
TOTAL BRUT	80 652	81 046	81 143	82 658	83 701	- 3,9%	- 2,7%	3,8%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	3,3%	1,1%	1,2%	0,5%	0,6%						
Taux de provisionnement	-	-	-	-	-						

1. L'évolution monétaire et financière

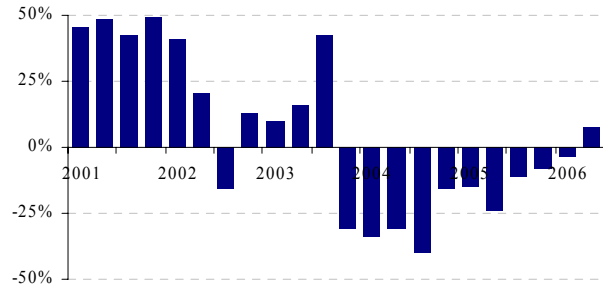
LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)

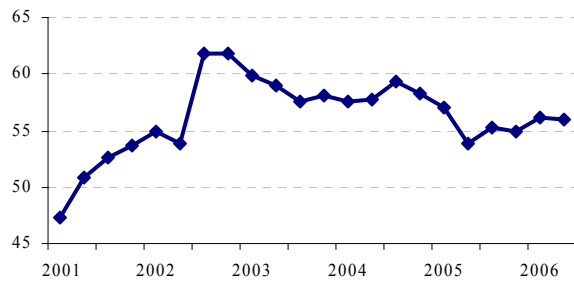


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

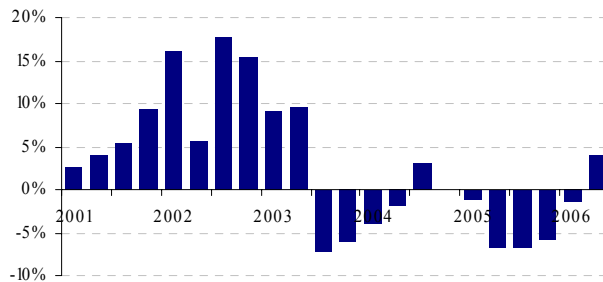


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

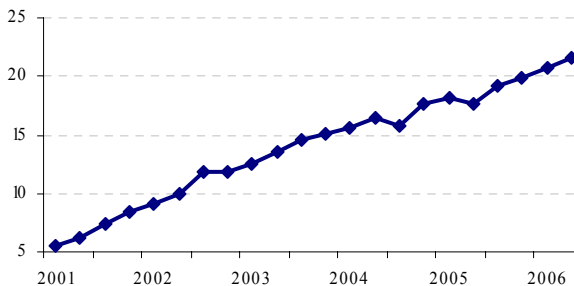


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

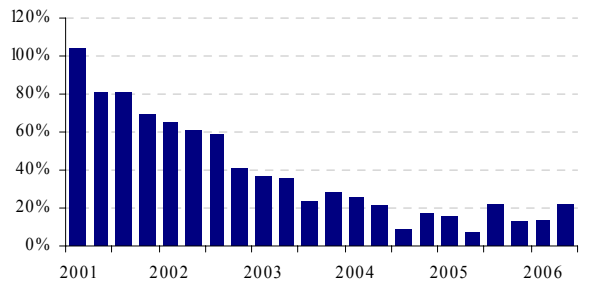


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)

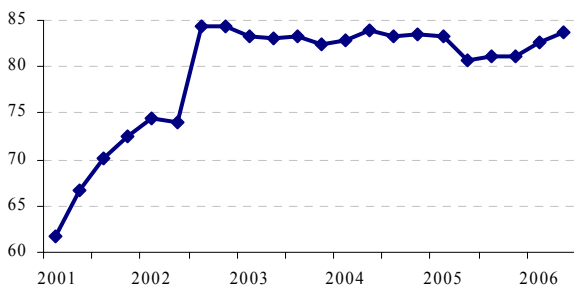


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

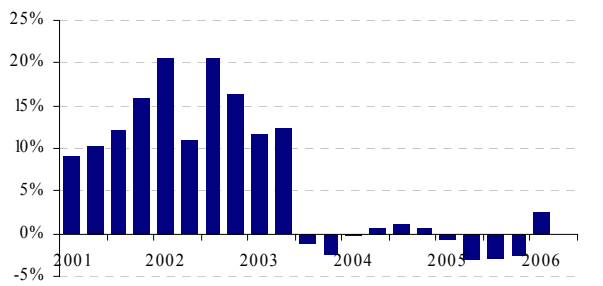


Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



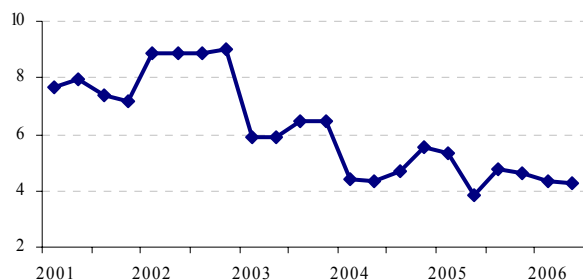
Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



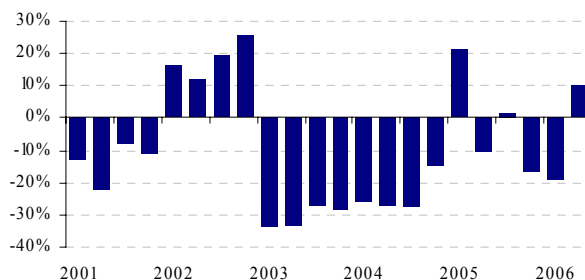
LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours
(en milliards de F CFP)

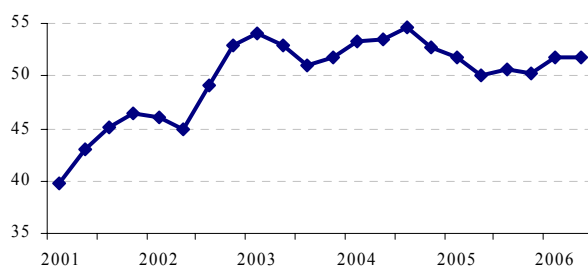


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

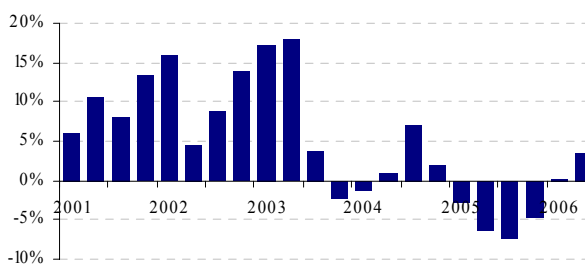


Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents » (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours
(en milliards de F CFP)

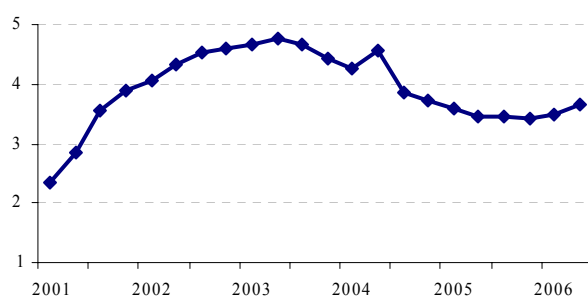


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

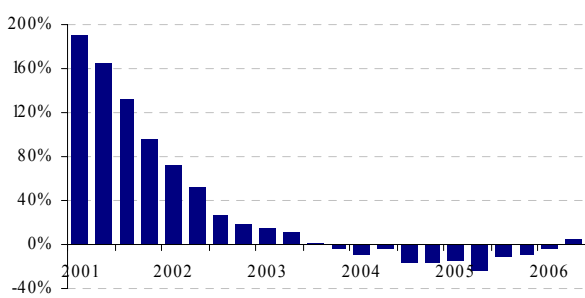


Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours
(en milliards de F CFP)

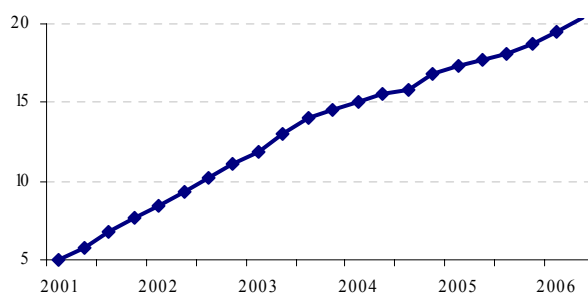


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

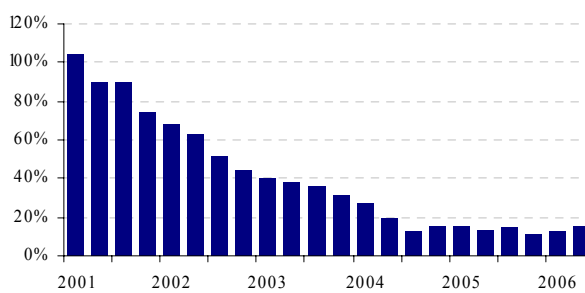


Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

Grâce à la progression des dépôts à vue de 6,7 % et à celle des dépôts à terme de +35,4 %, la masse monétaire M3 s'est élevée à 326,6 milliards de F CFP à fin septembre 2006, contre 309,2 milliards un an auparavant, soit +5,6 % en glissement annuel.

L'évolution des comptes sur livret, en retrait de 7,1 % sur la période (72,6 milliards de F CFP contre 78,4), a pour sa part joué en défaveur de la masse monétaire.

Enfin, les plans d'épargne logement ont continué leur progression. Ils sont passés de 11,2 à 11,8 milliards de F CFP entre septembre 2005 et septembre 2006, soit +5,8 %.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006
M1								
Circulation fiduciaire	10 345	11 475	11 040	12 601	11 447	5,7%	9,2%	10,7%
- Billets	8 680	9 765	9 333	10 866	9 697	5,1%	9,4%	11,7%
- Pièces	1 665	1 710	1 707	1 735	1 751	8,5%	8,3%	5,1%
Dépôts à vue	116 310	124 978	121 271	130 286	124 053	3,6%	6,0%	6,7%
- Banques	109 800	118 380	111 183	120 835	115 355	3,5%	3,6%	5,1%
- O.P.T.	6 510	6 598	10 088	9 451	8 698	5,3%	43,7%	33,6%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	126 655	136 453	132 311	142 887	135 500	3,7%	6,3%	7,0%
M2 - M1	78 355	78 855	77 321	75 947	72 829	- 5,1%	- 3,9%	- 7,1%
Comptes sur livret	78 104	78 605	77 068	75 694	72 593	- 5,1%	- 4,0%	- 7,1%
Comptes d'épargne-logement	251	250	253	253	237	9,0%	1,3%	- 5,8%
Total M2	205 010	215 308	209 632	218 834	208 329	0,2%	2,3%	1,6%
M3 - M2	104 159	113 656	112 627	109 980	118 282	13,6%	17,2%	13,6%
Dépôts à terme	78 851	82 580	87 422	96 855	106 750	16,6%	15,4%	35,4%
- Banques	78 851	82 580	87 422	96 855	106 750	16,6%	15,4%	35,4%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	12 220	13 590	13 538	10 028	9 284	-12,6%	5,8%	-24,0%
Certificats de dépôt	13 088	17 486	11 667	3 097	2 248	29,9%	54,7%	-82,8%
Total M3	309 169	328 964	322 259	328 814	326 611	4,3%	7,0%	5,6%
P1	11 200	11 921	12 130	11 918	11 846	26,5%	19,1%	5,8%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	11 200	11 921	12 130	11 918	11 846	26,5%	19,1%	5,8%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	320 369	340 885	334 389	340 732	338 457	5,0%	7,4%	5,6%

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

L'accroissement de la masse monétaire de 5,6 % en rythme annuel s'explique essentiellement par celui des concours au secteur privé (+7,5 %), tandis que les avoirs hors zone et les créances du trésor public sont restés relativement stables.

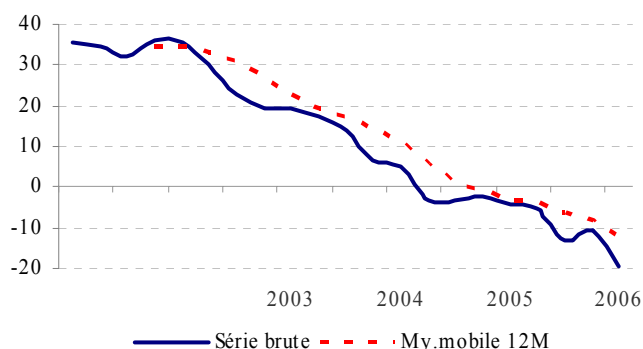
Du fait essentiellement de l'augmentation de 25,8 % des engagements hors zone d'émission des établissements de crédits locaux, la position extérieure nette du secteur bancaire a conservé sa tendance à la baisse. Résultat de la différence entre avoirs et engagements hors zone d'émission, cette position est passée en effet de - 4,5 à - 19,6 milliards de F CFP entre septembre 2005 et septembre 2006.

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2006
Avoirs hors zone d'émission	84 582	94 194	91 298	96 003	85 240	16,3%	8,6%	0,8%
Institut d'émission	19 496	21 116	22 742	23 553	17 300	14,2%	17,9%	-11,3%
Etablissements de crédit locaux (*)	65 086	73 078	68 558	72 450	67 940	17,0%	5,8%	4,4%
Créances du Trésor public	- 603	- 454	- 454	- 659	- 704	53,8%	ns	16,8%
Concours sur ressources monétaires	225 190	235 224	231 415	233 469	242 075	0,5%	6,6%	7,5%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	359 625	373 786	378 192	387 040	394 111	7,6%	9,5%	9,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	134 435	138 562	146 777	153 571	152 036	22,0%	14,3%	13,1%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	24 118	21 370	26 078	25 640	28 223	- 5,4%	14,0%	17,0%
Provisions sur créances douteuses	12 374	12 400	13 065	13 100	13 259	10,9%	22,4%	7,2%
Engagements hors zone d'émission (*)	69 565	78 510	81 513	83 248	87 516	37,7%	19,9%	25,8%
Epargne contractuelle	11 200	11 921	12 130	11 918	11 846	26,5%	19,1%	5,8%
Divers	17 178	14 361	13 991	19 664	11 193	21,2%	-16,1%	-34,8%
Total M3	309 169	328 964	322 259	328 813	326 611	4,3%	7,0%	5,6%
Position extérieure nette du système bancaire local *	- 4 479	- 5 432	- 12 955	- 10 798	- 19 575	-187,3%	302,5%	337,0%

Position extérieure nette du système bancaire local

(en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les dépôts diminués des encaisses ont représenté 78,62 % des ressources des établissements de crédit, avec un encours de 322 milliards de F CFP (+9,8 % en rythme annuel) au terme du troisième trimestre 2006.

Les ressources propres moins les valeurs immobilisées représentent 9,8 % des ressources des banques (40 milliards de F CFP fin septembre 2006). Le recours au réescompte n'a guère évolué en un an (6,6 milliards de F CFP) et sa part est restée marginale (1,6 %).

Les ressources des banques locales sont dédiées essentiellement à leur activité de crédit, à hauteur de 96,2 % pour 394 milliards de F CFP.

Les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM représentent 3,8 % du total des emplois des banques.

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2005

en millions de F CFP

Emplois	montant		%	Ressources	montant		%
Crédits bruts	359 625	97,19%	Dépôts collectés - encaisses	293 214	79,24%		
Réserves obligatoires	10 390	2,81%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	43 423	11,74%		
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	22 286	6,02%		
			Réescompte	6 614	1,79%		
			Position extérieure nette des EC	4 479	1,21%		
Total emplois	370 017	100%	Total ressources	370 017	100%		

0

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 MARS 2006

en millions de F CFP

Emplois	montant		%	Ressources	montant		%
Crédits bruts	378 192	96,60%	Dépôts collectés - encaisses	309 226	78,98%		
Réserves obligatoires	13 310	3,40%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	39 145	10,00%		
Réserves libres	0	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	23 214	5,93%		
			Réescompte	6 962	1,78%		
			Position extérieure nette des EC	12 955	3,31%		
Total emplois	391 502	100%	Total ressources	391 502	100%		

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2006

en millions de F CFP

Emplois	montant		%	Ressources	montant		%
Crédits bruts	394 111	96,24%	Dépôts collectés - encaisses	321 965	78,62%		
Réserves obligatoires	15 405	3,76%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	40 025	9,77%		
Réserves libres	0	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	21 389	5,22%		
			Réescompte	6 561	1,60%		
			Position extérieure nette des EC	19 576	4,78%		
Total emplois	409 516	100%	Total ressources	409 516	100%		

1. L'évolution monétaire et financière

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux ont très significativement augmenté en rythme annuel (16,7 %) pour atteindre 99,5 milliards de F CFP en septembre 2006 (85,3 milliards en septembre 2005). Celles-ci sont constituées à 94 % de dépôts d'une durée inférieure à un an.

Les emplois (+1,1 % en glissement annuel) n'ont pas varié autant que les ressources, les banques de la place ayant bénéficié d'un apport net de ressources extérieures de l'ordre de 12,5 milliards en un an. Les emplois sur ressources interbancaires sont concentrés sur des opérations à court terme : sur un total de 86,6 milliards de F CFP en septembre 2006, les opérations d'une durée inférieure à un an ont compté pour 97 % du total (84 milliards de F CFP)

Le solde des opérations interbancaires s'est ainsi établi à +12,9 milliards de F CFP contre -0,4 milliard au 30 septembre 2005.

Les opérations avec la clientèle

Les ressources des établissements de crédit, comme leurs emplois, sont essentiellement à court terme (respectivement 97,8 % et 82,4 %).

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires. Ce déficit en valeur absolu a continué à se creuser puisqu'il s'élevait à -50,2 milliards fin septembre 2006 (différence entre les 330,7 milliards de ressources et les 380,9 milliards d'emplois) contre -40,6 milliards fin septembre 2005. La couverture des emplois par les ressources est passée de 88,3 % à 86,8 %.

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

En millions de F CFP

30/09/2006	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	5 045	5 045							
Banques centrales et OPT	15 405	0	15 405						
Comptes ordinaires débiteurs	7 721	0	7 721						
Comptes et prêts à terme dont réseau	57 593	0	45 876	7 782	708	660	970	1 597	0
Val. reçues en pension à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VNI, créances douteuses et créances rattachées	814	814	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	86 578	5 859	69 002	7 782	708	660	970	1 597	0
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	9	0	9						
Comptes ordinaires créditeurs	16 329	0	16 329						
Comptes et emprunts à terme dont réseau	75 535	0	68 028	1 194	165	246	494	4 218	1 190
Val. données en pension à terme	6 561	0	6 561	0	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	1 048	1 048	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	99 483	1 048	90 927	1 194	165	246	494	4 218	1 190
RESSOURCES - EMPLOIS	12 904	-4 811	21 924	-6 587	-543	-413	-476	2 621	1 190
Cumul		-4 811	17 114	10 526	9 983	9 570	9 094	11 715	12 904
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	35 788	0	35 788	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	326 455	0	236 003	16 244	3 393	3 926	9 448	37 363	20 076
VNI, créances douteuses et créances rattachées	12 653	12 653	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 061	0	1 061	0	0	0	0	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	4 897	4 897	0	0	0	0	0	0	0
Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	380 853	17 550	272 851	16 244	3 393	3 926	9 448	37 363	20 076
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	124 053	1 129	122 924	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	84 438	0	81 619	825	143	807	527	359	158
Comptes créditeurs à termes	106 750	0	82 542	7 794	6 745	3 654	4 009	2 006	0
Bons de caisse et bons d'épargne	9 284	0	7 918	83	357	657	207	62	0
Titres de créances négociables	2 248	0	1 282	966	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 877	3 877	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	330 650	5 006	296 284	9 669	7 245	5 118	4 743	2 427	158
RESSOURCES - EMPLOIS	-50 202	-12 543	23 433	-6 575	3 852	1 192	-4 705	-34 936	-19 918
Cumul		-12 543	10 889	4 314	8 166	9 358	4 652	-30 284	-50 202
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	15 909	0	0	0	0	0	0	0	0

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2001	2002	2003	2004	2005	2006
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %

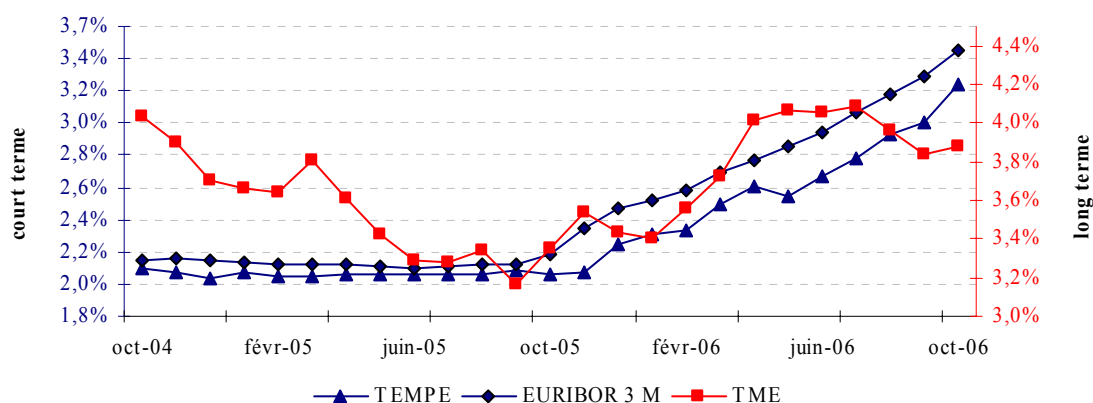
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	13/12/2006	2,50%	5,25% 6,25 % à 6,70 % (Taux SGFGAS depuis le 01/07/2006)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	12/12/2006	2,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	13/12/2006	4,50%	
taux de l'escompte de chèques	13/12/2006	4,50%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,6943%	2,8165%	2,9668%	3,0407%	3,2806%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,9810%	3,1010%	3,2270%	3,3340%	3,5010%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,06%	4,09%	3,96%	3,84%	3,88%



2. Rappel des taux

2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque sur la base du taux prévalant en Métropole. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Le taux de base bancaire de la Polynésie Française a été porté depuis le 1^{er} décembre 2006 à 7,60%.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré depuis 2000 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04	Déc-06
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40	7,60

2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure	4e trim. 2005	1er trim. 2006	2e trim. 2006	3e trim. 2006	4e trim. 2006
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%
- Prêts à taux variable	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%
- Prêts relais	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%

2. Rappel des taux

2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques

<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2006</i>	<i>2è trim. 2006</i>	<i>3è trim. 2006</i>	<i>4e trim. 2006</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,95%	9,76%	10,25%	10,49%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,49%	5,55%	5,67%	6,17%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,91%	5,99%	6,31%	6,51%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,81%	8,44%	8,51%	8,81%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2006</i>	<i>2è trim. 2006</i>	<i>3è trim. 2006</i>	<i>4e trim. 2006</i>
Découverts en compte	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

Coût du crédit aux entreprises

Sur la période juin/juillet 2006, l'enquête sur le coût du crédit aux entreprises menée auprès des trois banques de la place a permis de collecter 1 108 déclarations de nouveaux prêts d'un montant global de 8,8 milliards de F CFP (609 pour 12,6 milliards de F CFP en juin/juillet 2005).

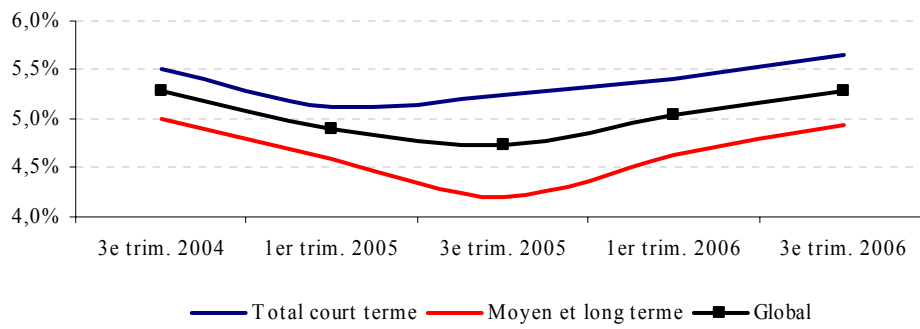
En hausse de 55 points de base par rapport à l'enquête de juin-juillet 2005, le TMPG (taux moyen pondéré global) a atteint 5,28 % en juin-juillet dernier, contre 4,73 % un an plus tôt.

Le coût du crédit a été tiré vers le haut par tous les types de produits : l'escompte (29 % des financements et +38 points de base), les découverts (33 % des financements et +33 points de base en un an), les autres crédits à court terme (6 % des financements et +10 points de base) et les crédits à moyen et long terme (32% et + 73 points de base) et.

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	1er trim. 2006	3e trim. 2006	Variations annuelles
Escompte	7,70%	7,23%	5,93%	5,31%	6,31%	38 pb
Découverts	5,79%	5,01%	5,01%	5,78%	5,34%	33 pb
Autres crédits à court terme	3,59%	4,39%	5,09%	4,12%	5,19%	10 pb
Total court terme	5,50%	5,12%	5,24%	5,41%	5,65%	41 pb
Moyen et long terme	5,01%	4,60%	4,21%	4,63%	4,94%	73 pb
Global	5,28%	4,90%	4,73%	5,04%	5,28%	55 pb

Coût du crédit aux entreprises



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

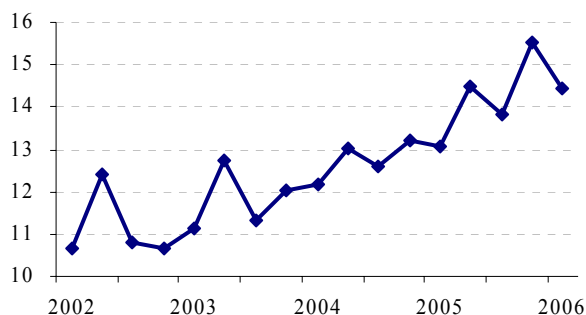
3. Autres activités de l'IEOM

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

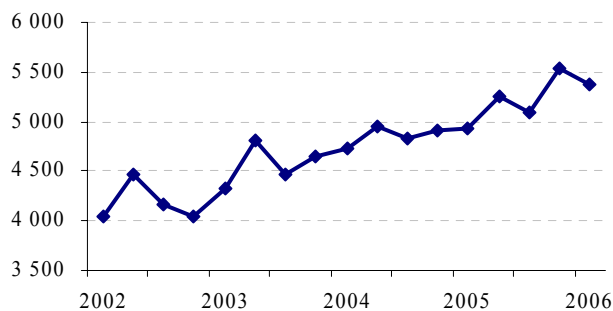
3.1.1 L'émission de billets CFP

L'émission nette de billets F CFP a connu une progression annuelle de 9,1 % en volume et de 10,4 % en valeur pour atteindre 5.378.913 billets en septembre 2006 représentant un montant de 14,4 milliards de F CFP. Sur les douze derniers mois, l'ensemble des émissions s'est inscrit en nette augmentation : +14,3 % pour les 10.000 F CFP, +0,2 % pour les 5.000 F CFP, +8,4 % pour les 1.000 F CFP et +10,9 % pour les 500 F CFP.

Emissions nettes de billets en valeur
(en milliards de F CFP)

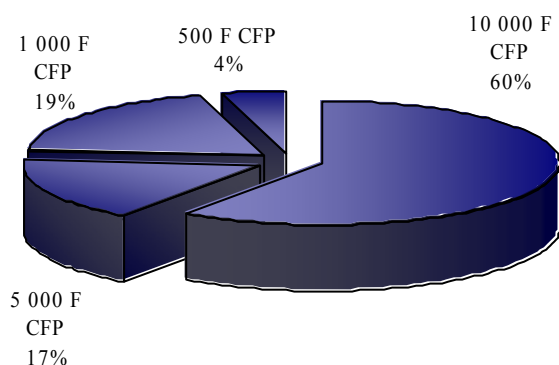


Emissions nettes de billets en volume
(en milliers d'unités)

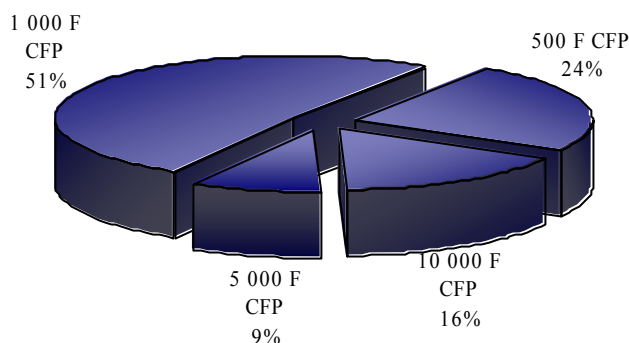


Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP au 30 septembre 2006

Répartition en valeur



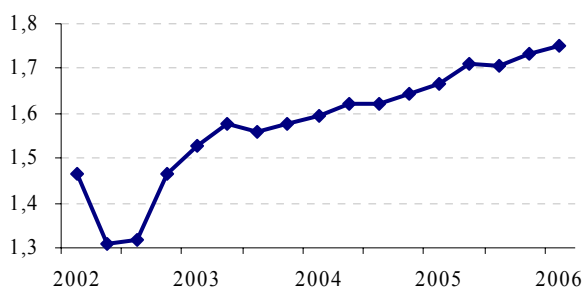
Répartition en volume



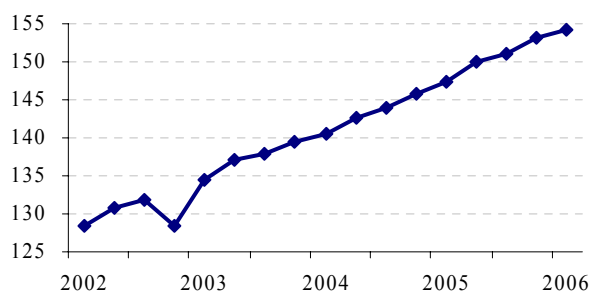
3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces a augmenté de 4,8 % en rythme annuel, représentant un total de 154,3 millions d'unités. En valeur, elle s'est inscrite en hausse de 5,2 % à 1,75 milliard de F CFP. L'évolution annuelle par pièce est la suivante : +5,6% pour les 100 F CFP, +4,7 % pour les 50 F CFP, +4,7 % pour les 20 F CFP, +4,4 % pour les 10 F CFP, +4,9 % pour les 5 F CFP, +4,4 % pour les 2 F CFP et +5,1 % pour les 1 F CFP.

Emissions nettes de pièces en valeur
(en milliards de F CFP)

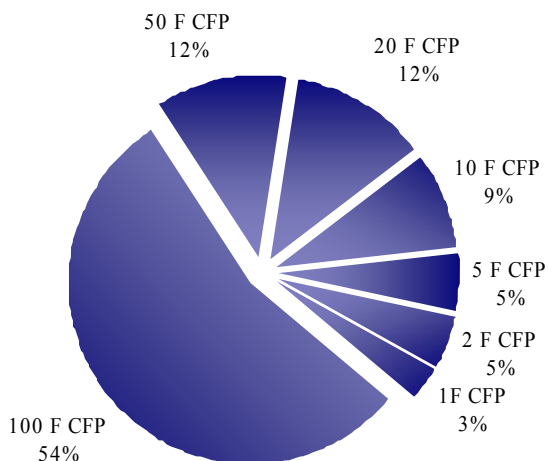


Emissions nettes de pièces en volume
(en millions d'unités)

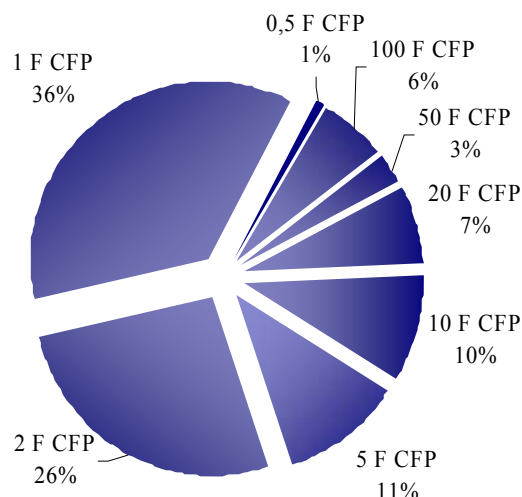


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP au 30 septembre 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume

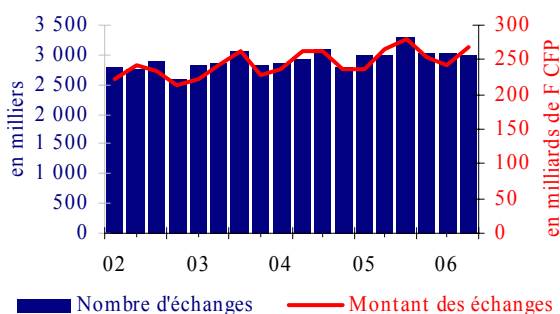


3. Autres activités de l'IEOM

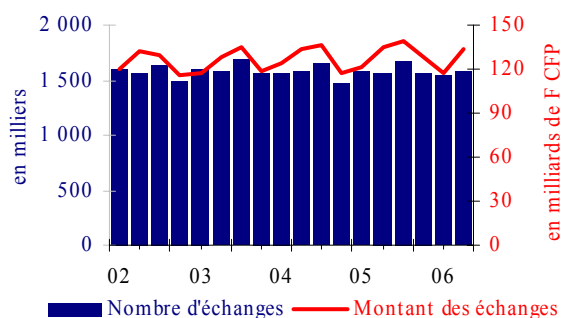
3.2 Les systèmes d'échanges

Entre le troisième trimestre 2005 et celui de 2006, la chambre de compensation de Papeete a connu une légère croissance de son activité de 1 % en valeur (269 milliards de F CFP). Le nombre d'opérations enregistré est quant à lui demeuré stable en glissement annuel : 3 millions en septembre 2006.

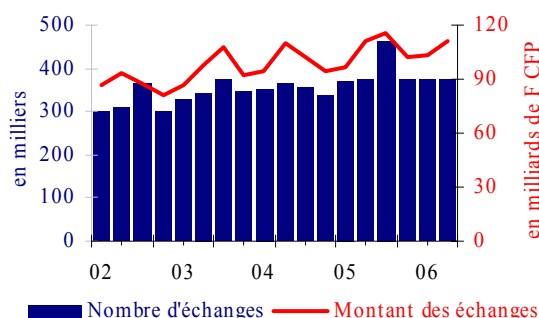
Compensation des échanges de valeurs



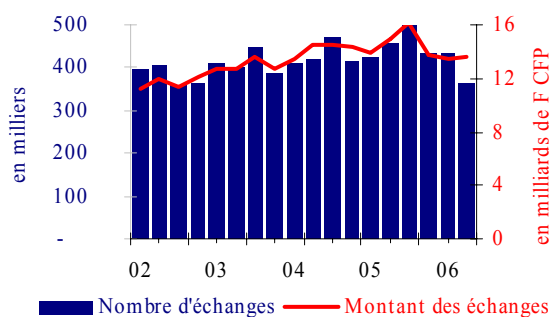
Compensation des chèques



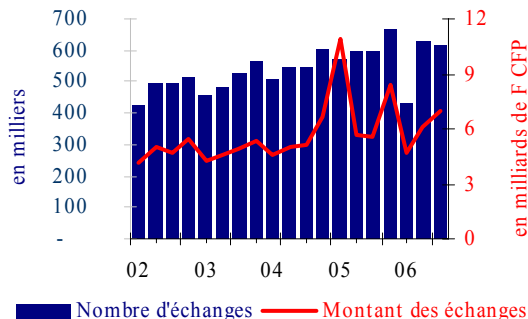
Compensation des virements



Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



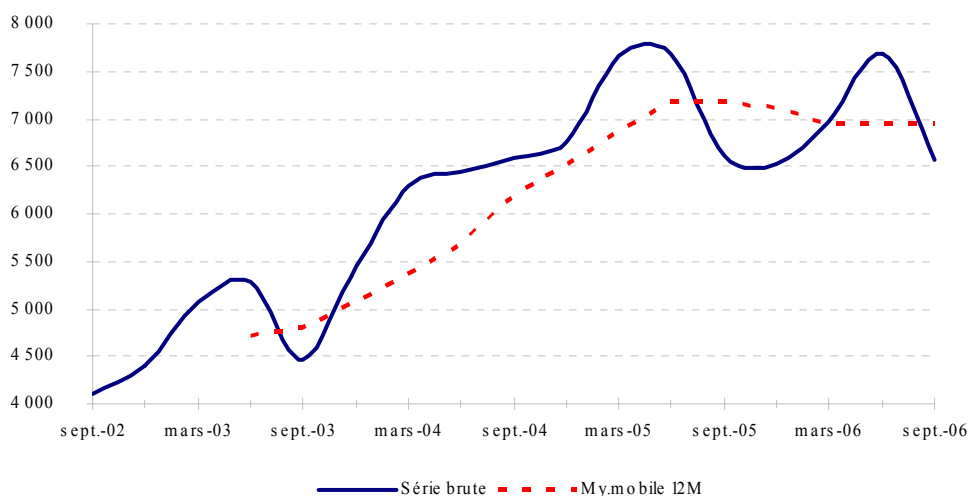
Compensation des opérations monétiques



3.3 Le refinancement

Au 30 juin 2006, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM s'est élevé à 6,6 milliards de F CFP, soit une légère baisse (-0,1 %) par rapport à septembre 2005. Cette évolution globale recouvre une augmentation de 6 % des mobilisations à court terme et une diminution de 4 % des engagements à moyen terme.

Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Patrick BESSE
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer en Décembre 2006
Dépôt légal : Décembre 2006- N° ISSN 0296-3116